

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

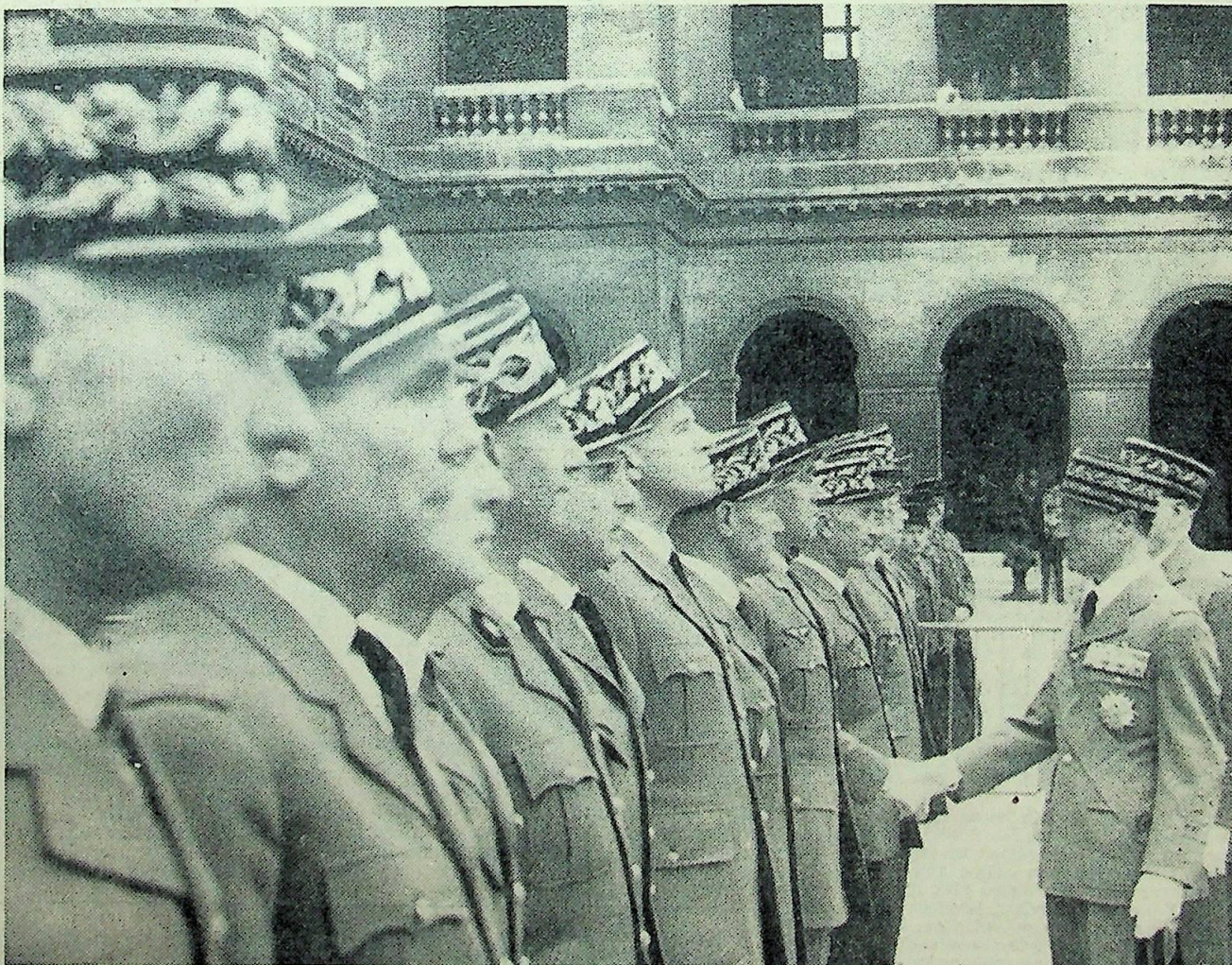
PRIX : 60 centimes

N° 164. — 12 OCTOBRE 1963

Harold Wilson
consolidé
dans son rôle
de leader
d'opposition
(page 5)

UNITÉ ET COMBATIVITÉ DE **LA GAUCHE = GAIN** DE VOIX ET REcul DE L'APOLITISME

Les adieux d'un général : un exemple à suivre



(Photo A.D.P.)

Démonstration
faite dans
l'Ille-et-Vilaine
grâce au PSU
à l'occasion
d'une élection
cantonale
partielle

●
*Expérience anti-
gaulliste dont les
enseignements
doivent être
retenus*

(Page 11)

COMITÉ CENTRAL DU P.C.

**Pas d'union
sans
programme**

(Lire page 3)

*Le général Noiret,
mis à la retraite,
salue ses collabo-
rateurs. Apparem-
ment, la création
de la force de frap-
pe n'a pas encore
« dégagé des ca-
dres » les généraux
« conventionnels ».*

**SARTHE : Seuls les
paysans peuvent définir
les structures d'exploitation**

(Lire page 4)

F. O. : Dégel mais aussi évolution

Alors que le dernier congrès confédéral de la C. G. T. avait marqué une évolution — encore timide — vers des positions moins rigides, alors que le congrès confédéral de la C.F.T.C. avait engagé le débat sur la « déconfessionnalisation », une évolution se manifeste également à la C.G.T.-F.O. dont le congrès confédéral va se tenir en novembre prochain. Déjà le congrès il y a deux ans avait été marqué par la montée d'une « nouvelle vague » de militants, mais la minorité s'était trouvée ensuite déchirée entre les modernistes et les traditionalistes. Cependant le colloque de Poignyla-Forêt, tenu en mars dernier sur l'initiative de fédérations du secteur privé, avait montré qu'on était également soucieux à F. O. d'aborder les problèmes nouveaux qui se posent au syndicalisme, y compris ceux posés par l'évolution des autres centrales.

Le changement le plus perceptible à l'extérieur réside dans le fait que l'unité d'action est maintenant admise comme une nécessité à laquelle on ne peut souvent se dérober. Le temps n'est plus où les dirigeants de la centrale et la majorité des militants se déclaraient hostiles à toute action commune avec la C. G. T. Comment pouvait-il en être ainsi après la grève des mineurs menée au coude à coude, bien que le souvenir des affrontements violents de 1947 ne soit pas effacé ? De plus en plus nombreuses sont les fédérations F.O. qui pratiquent ouvertement l'unité d'action

avec la C.G.T. et la C.F.T.C. : ce n'est plus seulement celle de l'Éclairage, mais aussi celle de la Métallurgie, celle des Industries chimiques, celle des Cheminots (qui a protesté récemment avec les autres fédérations de la S.N.C.F. contre les mesures gouvernementales de blocage des salaires). La puissante fédération des P.T.T. est également gagnée par la contagion ; en dépit des positions connues de son secrétaire général Mourgues, un nombre croissant de ses syndicats se déclarent en faveur de l'unité d'action.

Et si l'importante fédération des Services de Santé vient de lancer une grève parallèlement à la C.G.T., d'autres organisations de fonctionnaires F.O. ont été jusqu'à envisager, ainsi que nous l'avons noté ici, la reconstitution de l'unité syndicale.

C'est aussi en faveur de celle-ci que vient de se prononcer le bureau de la fédération F.O. des Industries chimiques qui affirme dans une motion que l'unité syndicale « doit être établie sur des bases qui ne permettraient plus le retour des néfastes scissions du passé. » Et le texte ajoute : « C'est pourquoi le bureau fédéral estime que le mouvement syndical uni doit être conçu suivant l'intérêt exclusif des travailleurs, c'est-à-dire être démocratique, laïque et indépendant des partis, des Églises, des pouvoirs et des patrons. »

Et sur ces bases, le bureau fédéral se déclare prêt à

prendre les contacts nécessaires avec les autres fédérations syndicales. »

Reconstitution de l'unité syndicale

Mais les conditions énumérées dans la motion sont-elles remplies de façon à permettre des contacts fructueux et à faire avancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale ?

Maurice Labi, le dynamique secrétaire de la fédération des Industries chimiques — qui avait déjà pris une position en flèche au moment des manifestations anti-O.A.S. — semble le penser. « Nous avons pris cette décision, a-t-il dit à la presse, parce que l'unité est voulue par un nombre croissant de travailleurs. Nous avons aussi tenu compte des déclarations faites l'été dernier aux congrès de la C.G.T. et de la C. F. T. C. Celle-ci a assuré qu'elle ne faisait pas — au plus — un principe du pluralisme syndical.

En ce qui concerne la C.G.T., Maurice Labi a précisé : « Quant à M. Frachon, il a employé un langage nouveau pour parler de l'unité. Nous ne prenons pas tout pour argent comptant, mais il y a une évolution à la C.G.T., comme il en existe une au parti communiste et en U.R.S.S. Nous n'y excluons plus les possibilités de démocratisation. »

Cette prise de position était d'autant plus intéressante que le secrétaire de F.

O. avait critiqué publiquement l'accord qui venait d'être conclu entre les employeurs de l'industrie du verre mécanique et les fédérations C.G.T. et C.G.C. (relèvement des salaires de 3 % à compter du 1-9-63, alors que d'octobre 62 à avril 63 l'indice des 250 articles avait enregistré une hausse de 5,6 %). Selon Maurice Labi, la C.G.T. « a accepté de signer un accord qui, d'après les statistiques officielles, consacre une perte du pouvoir d'achat ouvrier. La progression de la productivité permettait, a-t-il assuré, de satisfaire nos demandes sans difficulté. »

Mais il ne s'agit pas là d'un exemple durable de divergences syndicales et le secrétaire de la fédération F.O. des Industries chimiques a souhaité qu'un accord d'unité se réalise dans sa branche.

Un certain retentissement

À l'heure où nous écrivons, la réaction des fédérations homologues de la C.G.T. et de la C.F.T.C. n'est pas connue. Sans doute marqueront-elles leur accord avec les principes contenus dans la déclaration du bureau fédéral F. O., tout en soulignant que la reconstitution de l'unité syndicale est un problème d'ordre confédéral.

Quoi qu'il en soit, l'initiative prise par la fédération de Maurice Labi ne peut manquer d'avoir un certain retentissement à deux mois du

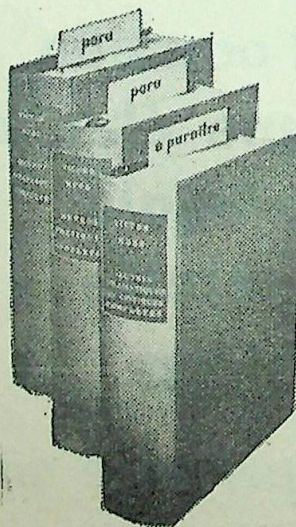
congrès de Force Ouvrière. À l'intérieur de la centrale, les partisans de l'unité d'action, voire de l'unité organique, continuent à se heurter aux anticommunistes irréductibles, tandis que l'évolution de la C. F. T. C. est diversement appréciée. Peut-être le départ de Robert Bothereau favorisera-t-il un dégel plus accentué de F. O., bien que le « dauphin » André Bergeron appartienne à une tendance très voisine de celle du secrétaire général sortant.

P.S. — La C.G.T. a réagi favorablement à la déclaration de la Fédération F.O. des industries chimiques. René Duhamel, secrétaire confédéral, se félicite, dans *La Vie Ouvrière*, de cette prise de position unitaire. Par ailleurs, la Fédération C.G.T. des industries chimiques répond en proposant une rencontre au niveau interfédéral ayant pour but de compléter le programme revendicatif précédemment élaboré en commun et d'envisager « les mesures concrètes qui pourraient être prises aux différents échelons (entreprise, régions, fédérations, confédérations) pour accélérer la réalisation de l'unité syndicale à laquelle aspirent ardemment tous les travailleurs ».

La Fédération C.F.T.C. des industries chimiques, bien que située à gauche de la centrale et qui a toujours été favorable à l'unité d'action, se montre plus réservée sur l'initiative de la Fédération F.O. dont elle déplore le caractère unilatéral.

Maurice Combes

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs, à des conditions exceptionnelles, la première édition vraiment complète des œuvres de



VICTOR HUGO

Voici en cours d'achèvement, l'édition monumentale que le XX^e siècle aura l'honneur d'avoir consacré à la plus grande œuvre du XIX^e siècle : celle de Victor Hugo. Au lieu des quelques 90 volumes des anciennes éditions dont beaucoup sont introuvables en librairie, les Œuvres Complètes de V. Hugo comportent quatre magnifiques ouvrages de bibliothèque de près de 1.800 pages chacun, reliés pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée. Deux volumes sont parus, mais seront hélas bientôt épuisés, le tome I : *Les Œuvres Poétiques Complètes* et le tome II : *Les Œuvres Romanesques Complètes*. L'un et l'autre ont été salués par l'unanimité de la presse comme des chefs-d'œuvre de l'édition française. Le Tome III est sous presse. Il comprend tout le Théâtre de Victor Hugo, non seulement les pièces plus célèbres comme *Hernani* ou *Ruy Blas*, mais même des pièces inconnues comme les « Comédies Cassées », toutes les Œuvres Critiques, tous les Journaux Intimes et les extraordinaires « Comptes Rendus des Tables Tournautes » illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table Tournaute.

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs de ce journal (remplir le paragraphe 1 du bon) les tomes I et II actuellement en cours d'épuisement aux conditions exceptionnelles suivantes : 1^o) chaque tome : 10 versements mensuels de 13,50 F, ou 3 de 42 F, ou 120 F comptant. 2^o) les 2 tomes ensemble : 10 versements mensuels de 26 F, ou 3 de 80 F, ou 228 F comptant.

Le tome III : *Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes*, du fait des hausses considérables subies par l'industrie du livre, sera vendu au minimum 135 F comptant et 150 F en 10 versements, mais nous pouvons l'offrir aux souscripteurs, avant la mise en vente, au même prix que les précédents : soit 13,50 F par mois pendant 10 mois, 42 F par mois pendant 3 mois ou 120 F comptant. Pour bénéficier de ce prix de faveur, remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et joindre à l'envoi 13,50 F par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! la mise en vente qui clora cette souscription, aura lieu à une date très rapprochée. N'hésitez donc pas à envoyer aujourd'hui même votre souscription à la librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e.

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE) ...
indépassable recueil (FIGARO)...
Magnifique (COMBAT)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

BON à adresser à la
LIBRAIRIE PILOTE
 30 rue de Grenelle Paris 7^e

(cocher les cases précédant les formules adoptées)
 1 - Veuillez m'adresser LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO que je réglerai en 1 3 10 versements.
 2 - Je souscris aux ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de la Librairie Pilote :
 Chèque bancaire chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS mandat de 13,50 F.
 Ce versement me donne droit au prix exceptionnel de souscription : je réglerai le solde après livraison soit 106,50 F. en un versement 3 versements de 37,50 F. 9 versements de 13,50 F.

NOM
 Adresse habituelle

N° CCP ou bancaire
 T.S. 3.10
 Signature

GRÈVE AU FOND D'UN Puits DANS LES MINES DU NORD

UNE centaine de mineurs se sont mis en grève pour protester contre la fermeture du puits n° 3 de Vermelles, dans le groupe Béthune. Les mineurs font la grève au fond et sont soutenus par les organisations C.G.T., C.F.T.C. et F.O.

Les Houillères affirment que le rendement insuffisant résultant de l'irrégularité et de la pauvreté du gisement de Béthune rend nécessaire la fermeture du puits n° 3 qui avait été décidée en 1962. À Force Ouvrière, qui dénonce « le non-sens de cette décision » alors que le charbon manque, la direction des Houillères s'efforce de répondre en faisant état d'un projet de déplacement des mineurs au gisement du groupe d'Oignies, producteur de charbons marges et anthracifères (dont on connaît la rareté en France).

De son côté, la Fédération C.F.T.C. réclame la réunion de la commission d'entreprise qui n'a pas été consultée et une enquête sur les réserves de la fosse.

Le billet de Jean Binot CINQ MILLE

C'est le total des officiers en surnombre, commandants et colonels formant, comme il sied à tout régime de grandeur, la majorité.

Pour employer un mot savant il s'agit de les reconverter — mais de les reconverter en qui, en quoi ? C'est tout le problème.

Naturellement l'ouvrage ne manque pas en Amérique du Sud où les coups d'État militaires vont bon train, Dieu merci. Mais outre que tous n'y seraient pas aptes, il y a lieu de croire que nul d'entre eux n'a mérité l'exil.

Alors, députés inconditionnels ? le chômage est à prévoir — ministres du monarque ? le recrutement est suspendu...

Chefs de l'État ? Merci ! nous sommes servis.

LE MOUVEMENT SOCIAL

Bulletin de l'Institut Français d'Histoire Sociale
 N° 44

Sommaire :

- L'Instituteur 1900-1914 J. OZOUF
- La Presse Ouvrière et l'école laïque M. OZOUF
- Les origines idéologiques des dirigeants du Parti communiste chinois C. BRANDT
- Les archives de la III^e internationale G. HAUPT

Le numéro : 4 F.

Abonnement annuel (4 numéros) France 12 F.
 Etranger 15 F.

LES EDITIONS OUVRIÈRES
 12, Avenue Sœur-Rosalie — PARIS (13^e)

Préliminaires à l'élection présidentielle

L'OUVERTURE de la campagne pour les élections à la présidence de la République est faite.

Le général de Gaulle entend demeurer à la tête de la France.

De tous côtés les oppositions s'affirment.

Mais le général de Gaulle reste maître de la tactique et il entend bien amener ses adversaires à combattre en un lieu et en un temps qu'il aura lui-même imposés.

Que se passe-t-il donc actuellement dans les coulisses de l'opposition ?

On pèse les chances du Radical, de l'U.D.S.R. ou du S.F.I.O., on calcule auquel de ces trois les voix communistes iront le plus sûrement ; on ajoute évidemment que l'éventail des électeurs, et non celui des candidats, peut s'ouvrir plus à droite vers les Républicains dits Indépendants ou Populaires, et on souhaite que pour l'alibi de cet accord élargi, un Tixier-Vignancour se porte également candidat.

En fait, on accepte qu'en un premier temps qu'on juge inévitable et nécessaire,

le combat pour la restauration de la République oppose un homme à un autre homme.

Les tenants de ce raisonnement affirment que la dynamique de l'élection entraînera automatiquement la confection d'un programme fort acceptable pour les diverses tendances républicaines de la nouvelle majorité. Leur conclusion est en quelque sorte : « Demain, on verra bien », « A chaque jour suffit sa peine ».

Le Parti Communiste devient en tous les cas l'arbitre de ces alliances qui eussent paru hier irréalisables.

Mais son affirmation de ne rassembler l'opposition au gaullisme que « sur la base d'un programme commun » n'est pas toujours respectée par ses propres militants.

Reportons-nous par exemple à l'élection d'Ille-et-Vilaine.

Il est encore temps pour nous, face à ces tendances, de continuer à affirmer notre certitude que c'est maintenant plus

que jamais que doit être recherchée et approfondie l'union de toutes les forces politiques et syndicales se recommandant du Socialisme.

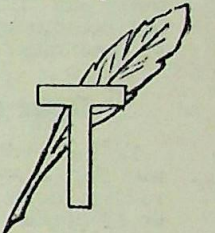
Ne nous laissons pas entraîner par la vague de l'antigaullisme purement négatif.

Voyons plus loin. Soyons plus lucides.

Affirmons nos conditions à un combat politique contre le gaullisme.

Assurons d'abord l'union des forces socialistes. Autour d'elles, viendront se rassembler tous ceux qui sont conscients que l'alternative au gaullisme, ce n'est pas nécessairement le retour aux habiletés politiques.

En tout cas, soyons certains que les meilleures armes de de Gaulle pour se succéder à lui-même, ce sont d'une part la division des forces socialistes, et d'autre part la conjonction hétéroclite de ses adversaires.



AU COMITÉ CENTRAL DU P.C. LE PROGRAMME COMMUN COMPTE PLUS QUE LE CHOIX DU CANDIDAT

LES débats et la résolution du Comité Central du P.C., qui s'est réuni les 5 et 6 octobre, apportent peu d'éléments nouveaux. C'est la confirmation de ce qu'était déjà la politique des communistes depuis plusieurs mois : approbation du traité de Moscou, condamnation de l'attitude chinoise, ton de plus en plus agressif à l'égard du gaullisme, constatation de l'affaiblissement du régime dans l'opinion publique. Il semble d'ailleurs que l'on se soit plu à souligner « le lien entre la politique extérieure du pouvoir gaulliste et sa politique intérieure. »

Mais ce qui mérite surtout de retenir l'attention, c'est l'insistance à mettre en avant, dans la lutte contre le régime gaulliste et dans la recherche d'une large unité d'action, la notion de programme commun. Songeant à coup sûr au récent « banquet des mille » et à tout le remue-ménage qui se fait depuis quelques semaines sur le choix d'un candidat aux élections présidentielles, Raymond Guyot a déclaré dans son rapport : « A ceux qui placent le choix d'un candidat commun avant l'entente sur un programme, nous disons qu'ils se trompent, qui rêvaient d'ailleurs que les forces démocratiques entreprendraient la campagne de l'élection présidentielle avec le minimum de chances de succès si un programme commun était élaboré et soumis au pays pour ses combats d'aujourd'hui. »

Voilà une position de principe que nous ne pouvons qu'approuver, toute considération sur le contenu du programme étant pour l'instant réservée. Il est bien évident, en effet, que si l'élection présidentielle est une occasion de bataille politique contre le régime, si elle doit permettre de mesurer déjà la capacité de l'opposition à s'unir, il n'en est pas moins vrai qu'elle n'est pas une fin en elle-même. Si important qu'en soit l'enjeu, on ne doit pas oublier qu'accepter de donner au combat un caractère purement négatif et pratiquer un anti-gaullisme sans contenu, ce serait précisément entrer dans le jeu de ce Gaulle et lui rendre la partie facile. Si la popularité du régime s'est affaiblie, c'est précisément dans la me-

sure où l'opinion constate chaque jour davantage que le régime, malgré sa stabilité, est au moins aussi incapable que son prédécesseur de donner une réponse aux problèmes de la société française d'aujourd'hui.

Il reste qu'à partir du moment où sera admise la nécessité d'un programme commun, une autre question se pose : celui des limites de la coalition antigaulliste. Autrement dit, faudra-t-il accepter de pousser très loin l'esprit de concession dans le désir de faire un rassemblement aussi large que possible ?

C'est une des questions dont il y a lieu de débattre sans tarder entre partis politiques et organisations syndicales.

Sur cet aspect des choses, on retire du rapport de Raymond Guyot l'impression que le P.C. estime que les problèmes de politique internationale, notamment le problème des pactes de l'Atlantique et de Varsovie ou le problème de l'organisation européenne... ne constituent plus aujourd'hui des obstacles insurmontables.

Sans doute est-il vrai que le climat de détente internationale pourra faciliter les choses. Mais en ce domaine autant que dans le domaine de la politique intérieure, une discussion approfondie est nécessaire. Il est urgent de l'entreprendre.

P. Luquet

LES NOUVELLES PRATIQUES DU « SYSTÈME »

LE Conseil des ministres s'est penché dernièrement sur une affaire qui, le moins qu'on puisse en dire, est qu'elle donne une idée très claire du régime que nous subissons.

Lors du congrès radical d'Evian, M. Monnerville a tenu des propos sévères contre le Pouvoir. Il a évoqué certaines méthodes gouvernementales en matière judiciaire et administrative et parlé de « camps de concentration ». Le président du Sénat s'est exprimé selon son habitude et son tempérament sans artifice de style.

Aussitôt, le Pouvoir se déchaîne, le général de Gaulle, dit-on, est fort irrité ! Les propos de Monnerville sont jugés en haut lieu « inadmissibles ». Au Conseil des ministres, plusieurs procédures judiciaires auraient été envisagées. On parle d'éventuelles poursuites judiciaires, etc.

Bref, le gouvernement et son chef, qui a un vieux compte à régler avec le président du Sénat, saute sur le prétexte que lui fournit une accusation (à vrai dire assez maladroite) pour tenter de discréditer un oppositional qui a le grave défaut d'être en sus le second personnage de l'Etat.

La manœuvre ne trompe personne. La provocation montée de toutes pièces par le Pouvoir et inaugurée par Pompidou à Beaulieu-sur-Mer apparaît maintenant au grand jour. Les grossières insultes proférées par le Premier ministre contre l'opposition prennent une nouvelle signification. Le « système » qui sent sa popularité diminuer ne répugne pas à user de procédés scandaleux.

On mesure à la qualité de la manœuvre dans quelles pratiques le Pouvoir est tombé.

Nous étions jadis en République, puis en régime présidentiel. Nous voici aujourd'hui en régime... Mais mieux vaut s'abstenir d'y ajouter un qualificatif ; nous ne pouvons guère nous permettre le luxe d'être saisi.

D. L.

QUAND FOUCHET JOUE « MONSIEUR LOYAL »

LUNDI de la semaine dernière, les chers auditeurs et téléspectateurs ont eu l'agrément d'ouïr le ministre Fouchet dans le rôle, qui lui va comme un gant, de *Monsieur Loyal*. On sait sans doute que M. Fouchet est ministre de l'Education nationale ; ce que l'on sait moins, c'est qu'il s'y ennue, qu'il n'y trouve pas l'emploi de son génie naturel et que, d'ailleurs, les problèmes qui s'y posent sont un peu lourds pour sa petite tête d'inconditionnel.

Dressant le bilan de la rentrée 63, bilan glorieux, faut-il le rappeler, notre homme a dénoncé le vrai coupable, le « régime précédent », et, il va de soi, l'instabilité qui le caractérisait — l'instabilité mère de tous nos maux et tarte à la crème du régime provisoire actuel.

Ce disant, il copiait son maître qui, lors de l'éblouissant voyage que vous savez, a proclamé que, les problèmes de l'enseignement, « nous les résolvons à l'admiration du monde entier ». Et toc ! ça c'est un artiste.

Revenons au nôtre afin de lui signaler quelques oublis aussi involontaires qu'insignifiants... Sur la carence du « régime précédent », qu'il ne s'agit pas pour autant d'innocenter, rappelons que lui et ses congénères du R.P.F. — l'U.N.R. d'alors — ont été systématiquement hostiles à l'éducation nationale.

Quant à l'instabilité, déplorable il est vrai, elle fut, pour une part décisive, l'ouvrage de ces messieurs, qui préparaient le retour de l'homme providentiel. Frey la avoué. On rappelle en outre à Fouchet, qui fut dans l'un de ces gouvernements instables sous-ministre de quelque chose — car, selon un mot trivial et fameux il était allé à la soupe ! — on lui rappelle que la gaullarchie a cinq ans, et qu'il est son neuvième ministre de la rue de Grenelle !

Jean-François DAZY

SARTHE : LA TERRE DOIT RESTER A CEUX QUI LA TRAVAILLENT

L'EST et le SUD de la Sarthe sont encore sensibilisés par deux affaires dont les conséquences sont identiques.

Il s'agit de savoir si des groupes financiers puissants ou des sociétés capitalistes vont se rendre acquéreurs de propriétés sur lesquelles vivent et travaillent des familles de fermiers.

S'il en était ainsi, ces exploitations seraient « gérées » directement et les actuels fermiers mis dans l'obligation de quitter leurs fermes.

La F.D.S.E.A. a précisé dans un communiqué que « tous les moyens sont employés pour empêcher l'exercice du droit de préemption. L'un des plus graves est le prix offert par les nouveaux acquéreurs, prix auquel ne peuvent faire face les exploitants limités par ailleurs dans leurs emprunts par la réglementation du Crédit Agricole ». Elle recommandait en outre aux fermiers de ne rien signer qui compromette l'exercice du droit de préemption.

Deux adjudications

Le mercredi 18 septembre, les fermes des Cérendières et de l'Auberdrière sises toutes deux dans la commune de Montaille, étaient mises en vente, « aux chandelles », c'est-à-dire au plus offrant lorsque la bougie se meurt.

Alerté par l'organisation paysanne et appuyé par des édiles du secteur avec le concours de la Fédération du P.S.U. qui était représenté à la manifestation, un important groupe de cultivateurs s'était déplacé à Saint-Calais, chef-lieu de canton où avait

(De nos correspondants dans la Sarthe R. Le Boulanger et M. Lucas)

lieu l'adjudication. Des gendarmes surveillaient attentivement l'étude du notaire; d'autres brigades étaient prêtes à intervenir pour mater, si besoin était, cette nouvelle forme de jacquerie.

L'opération devait se passer, primitivement, dans une salle de l'Hôtel de Ville, mais le préfet avait cru bon d'intervenir en interdisant la salle. D'où reflux vers l'étude du notaire qui devait se révéler, comme par hasard, trop petite.

Si la première ferme (28 hectares) fut adjugée à un propriétaire exploitant voisin, la seconde (45 hectares), après des enchères montant de 400.000 A.F. fut adjugée à plus de 20 millions d'A.F. plus les frais à un très digne « inconnu » se disant venir de quelque 400 kilomètres, du Cateau, dans le Nord.

Climat de gravité. Murmures. Protestsations de l'actuel fermier. Bousculades même et propos qualifiés de « verts » à l'encontre d'un autre non professionnel qui, lui aussi, avait misé gros sur l'affaire.

A la fin de la vente, il fut précisé que les actuels locataires avaient 5 jours pour user de leur droit de préemption, ce délai étant de 15 jours pour la S.A.F.E.R.

L'un des fermiers criait : « J'aime mieux en crever, mais je ne lâcherai pas ma ferme », et devait être ramené au calme. Mettons-nous un instant à

sa place, après qu'il eût subi multiples pressions et dans le climat d'inquiétude régnant à son foyer.

Les jours qui suivirent permirent heureusement de maintenir aux fermiers leur outil de travail. Grâce à l'appui des organisations professionnelles, le non-professionnel vit jouer contre lui le droit de préemption du fermier. Quant à l'autre acquisition, elle fut maintenue mais l'intervention de la S.A.F.E.R. permit à l'acheteur d'agrandir son exploitation dans des limites raisonnables tout en maintenant le fermier sur une exploitation qui reste viable, avec un bail de 15 ans.

Mais aujourd'hui l'intervention de la S.A.F.E.R. ne serait plus possible. Son droit de préemption ne pourra être désormais appliqué vis-à-vis des exploitants voisins que s'ils dépassent 50 hectares (superficie unique pour l'ensemble du département de la Sarthe).

Demain ?

Cette mesure favorisera de nouvelles opérations du genre de celle qui vient d'être tentée à Montaille.

Il faut dire que ces deux fermes étaient rattachées au domaine de la Corbellière estimé pour un total de 90 millions d'A.F. Quand on sait que quatre fermes restent à vendre, que les deux premières ont déjà atteint le

global de près de 34 millions plus les frais, on voit tout de suite l'opération financière qui se joue là : « la terre est une bonne mère »; elle nourrit grassement ceux qui n'ont que l'embaras de manipuler leurs capitaux.

Que se passera-t-il dans le reste du département où d'autres affaires couvent, où l'inquiétude est grande dans le milieu paysan qui n'a encore que des armes réduites face à la « force de frappe » capitaliste ?

Le P.S.U. suit de près la question. Il a déjà soulevé le problème notamment à Montaille, lors des dernières consultations électorales. Nos militants ont soutenu qu'il fallait diminuer le pouvoir qu'accorde la propriété du sol sur le travail agricole, car pour acquérir sa ferme, le travailleur agricole va s'endetter et réduire ainsi ses possibilités d'une meilleure exploitation.

Ils ont surtout dit que lorsque des tentatives d'accaparement de la terre par les puissances financières se produiraient, la seule riposte efficace serait de permettre aux S.A.F.E.R., en tant que groupement collectif des agriculteurs, de se rendre acquéreur des terres pour les louer et non pour avoir l'obligation de les revendre ce qui ne fait que repousser la solution du problème puisque le Pouvoir vient d'aggraver les conditions d'attribution de prêts du crédit agricole, ce qui tendrait à prouver que tout cela est savamment orchestré.

Les masses paysannes doivent s'organiser toujours davantage pour s'opposer de toute leur vigueur à l'acquisition de leur outil de travail par des groupes financiers ou des « inconnus » bien pourvus qui n'ont qu'un désir, avec la bénédiction du régime : s'approprier des hectares et des hectares à faire fructifier en expulsant le petit fermier qui, lui, doit constamment revendiquer son droit au travail et à la vie.

Les forces du capital n'ont rien à voir avec la petite culture. Les paysans viennent de le démontrer dans la Sarthe et le démontreront encore. Car c'est à eux et à eux seuls qu'il appartient de définir et d'organiser les structures d'exploitation. Cette affaire aura au moins contribué à leur en faire prendre conscience. Mais ils doivent maintenant se poser la question de savoir si c'est dans le cadre du régime politique actuel qu'ils y parviendront ?

Pour un statut des objecteurs de conscience

Une délégation de huit objecteurs se rendra samedi à l'Assemblée nationale pour déposer une lettre dans laquelle ils demandent :

« De ne pas faire des objecteurs une catégorie à part, une exception, une anomalie psychique et juridique, en les regardant comme des citoyens en marge de la communauté nationale, quoique dignes de compréhension. »

« Pour répondre aux multiples mises en garde contre la guerre et aux appels pour la paix des plus hautes autorités intellectuelles, morales, politiques et religieuses du monde entier, le service national doit comporter aussi une dimension internationale tenant compte du « bien commun de l'univers ». C'est le sens profond du témoignage des objecteurs de conscience. »

« Une nation moderne a des fonctions qui appellent un service civil. Il est possible et donc nécessaire de prévoir au titre du service national, à côté des unités militaires et des corps de défenses armées ou non armées, la création de « Corps civils de la Paix ». »

Pour accompagner les huit objecteurs, l'Action civique non violente organise un rassemblement le samedi 12 octobre, à 17 h. 20, sur le terrain situé au Palais-Royal entre la librairie Stock et le Théâtre-Français.

D'où vient le syndicalisme agricole français ?

JUSQU'A ces derniers mois les ouvrages sur les problèmes paysans étaient rarissimes. Pendant longtemps le mouvement ouvrier s'est contenté des « classiques » du marxisme, et la bourgeoisie a contrôlé politiquement les masses rurales, sans rechercher une doctrine bien précise. La mutation de l'agriculture française depuis 1945 est donc passée à peu près inaperçue tant que les barrages de routes, les manifestations collectives, la percée des jeunes n'ont pas démontré qu'il y avait un malaise paysan, voire une crise de structures.

Il faut reconnaître que Pisani a perçu très tôt que ce malaise pourrait évoluer vers des formes plus radicales, d'où les lois de 1960 et de 1962 prises essentiellement sous la pression des exploitants agricoles. Aujourd'hui, la lutte continue et le monde paysan ressent — confusément encore — qu'il faut aller plus loin et surtout ne pas faire confiance à un pouvoir qui ne cherche qu'à gagner du temps, en votant des textes qu'il n'applique pas.

C'est dire que l'histoire du syndicalisme paysan doit être connue pour éviter les pièges du régime et déterminer les forces authentiquement progressistes. L'ouvrage que viennent d'édition les Editions de l'Epi (1) sous le titre « Les Etapes du syndicalisme agricole en France » arrive à son heure. Non que le livre de L. Prugnaud apporte des vues absolument

neuves sur cette histoire, du moins sous sa forme claire et synthétique il offre aux militants l'histoire du mouvement syndical paysan. L. Prugnaud doit beaucoup — comme il le reconnaît — aux ouvrages essentiels de M. Auge-Laribe pour la période antérieure à 1940, mais il les synthétise pour les rendre plus vivants, voire pour donner envie de s'y reporter. L'auteur montre les difficultés d'un syndicalisme agricole qui, au départ, confond l'action revendicative et l'organisation coopérative ; syndicalisme tirillé aussi entre la puissance et réactionnaire « Société des Agriculteurs de France », « recrutée parmi les grands propriétaires ruraux qui constituent la féodalité agricole » (Gambetta), et la « Société d'Encouragement à l'Agriculture », qui se veut de gauche.

La corporation paysanne, sous Vichy, devait marquer la victoire des premiers et leur revanche sur l'esprit républicain : les hobereaux avaient triomphé. Naturellement, la Libération marque un retour du balancier vers la gauche et la tentative, avec l'appui de la S.F.I.O. et surtout de notre camarade Tanguy-Prigent, de la constitution d'une centrale agricole unique calquée sur la C.G.T. Mais la C.G.A. ne devait pas survivre à l'échec du tripartisme et à l'évolution de la IV^e vers la droite. La F.N.S.E.A. joue de plus en plus un rôle primordial sous la houlette de conservateurs comme Blondelle et Courau. La relève des générations n'a pas eu lieu et la gauche s'est montrée incapable de soustraire le monde paysan à l'influence des notables.

Cependant la constitution du C.N.J.A. et la modification des statuts, qui permettent l'intégration des jeunes dans la F.N.S.E.A. (2), marquent un nouveau tournant. La montée des jeunes et la combativité de la base contraignent peu à peu la F.N.S.E.A. à dépasser la classique bataille des prix agricoles pour repenser, bien mo-

dérément encore, la structure du monde agricole ; d'où l'orientation différente des congrès postérieurs à 1960.

On regrettera que l'analyse de L. Prugnaud ne soit pas plus complète pour la période récente. L'auteur s'attache trop aux textes juridiques, sans dégager assez nettement les implications politiques de cette lutte et ses bases sociologiques. Il est vrai que cette période demanderait à elle seule un gros volume (3).

Malgré ses imperfections, dues surtout à sa brièveté (250 pages très aérées), le livre que nous offrent les Editions de l'Epi constitue une excellente base de prise de contact avec le syndicalisme agricole. Il permettra aux militants de tirer les leçons politiques qui s'imposent, particulièrement à certains jeunes du milieu rural qui s'apercevront que la tactique des possédants est devenue la même au cours de ces quatre-vingt années : faire croire à l'existence d'une « unité du monde paysan », que les faits démentent sans cesse.

Ce n'est pas par le corporatisme que la classe paysanne retrouvera sa place dans la nation, mais par une lutte commune avec toutes les couches de travailleurs (et en premier lieu leurs organisations syndicales), pour une société fondée sur des bases nouvelles.

J.-C. Barigel

(1) Un volume, aux Editions de l'Epi, 13, rue Séguier, Paris-6^e, préface de M. Faure.

(2) Je renvoie mes lecteurs à la double page que j'ai consacrée l'année dernière au C.N.J.A., en attendant que notre ami Y. Tavernier fasse paraître l'important mémoire qu'il a consacré à l'histoire et à l'organisation du C.N.J.A.

(3) Je rappelle l'ouvrage de S. Mallet « Les Paysans contre le passé » (au Seuil) et les livres récents de J. Meynaud et de M. Dubatisse. On lira aussi avec profit l'ouvrage, un peu vieilli, de Mendras (A. Colin) et la livraison de septembre de la « Revue de science politique » (Mendras et Tavernier). Ce sont des ouvrages de base

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeano 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris.

Algérie : Nationalisation et soulèvement

Le 1^{er} octobre 1963 le président de la République algérienne annonçait au peuple algérien la nationalisation des domaines des derniers colons. Un million d'hectares parmi les meilleures terres d'Algérie passaient sous la direction des comités de gestion institutionnalisés par les décrets de mars 1963.

C'est maintenant à plus de 3 millions d'hectares qu'il faut évaluer le secteur socialiste. Aucun pays, ni l'U.R.S.S., ni la Yougoslavie, ni la Chine, ni Cuba, n'est allé aussi loin en si peu de temps. Il n'est pas inutile de préciser que l'annonce de cette décision avait été faite au gouvernement français le 27 septembre, c'est-à-dire deux jours avant ce que la grande presse a appelé « la rébellion kabyle ».

Après l'ampleur de l'abstention enregistrée en Kabylie lors du référendum sur la Constitution, on s'attendait à une ma-

nifestation de l'opposition, de celle du moins qui regroupe le Front des forces socialistes. On ne l'imaginait pas sous cette forme.

Un soulèvement oppositionnel

René Batelier, l'un des plus fermes partisans français de ce Front, admettait, à propos du « maquis » de Dra-El-Mizan, que « le régime actuel (de Ben Bella) bénéficie du soutien de la majorité de la population algérienne, lasse des aventures militaires », et en concluait que « s'il a réellement pris les armes, Abdelkader (le personnage central du « maquis »), a eu tort ».

Ait Ahmed qui, lors du meeting de Tizi-Ouzou du 29 septembre, s'est manifesté comme le leader du Front des forces socialistes, a qualifié de « fasciste » l'orientation du gouver-

nement actuel de l'Algérie. Quelques jours plus tard, répondant aux propositions d'apaisement présentées par un groupe de parlementaires kabyles sur les instances de Ben Bella, apparemment aussi sûr de la solidité de sa position que soucieux d'éviter une effusion de sang, il proclamait encore sa volonté d'obtenir « la chute du fascisme », ajoutant que « tous les Ben Bella et Boumedienne du monde ne parviendront pas à affaiblir notre révolution ».

Le peuple soutient le gouvernement

Le moins qu'on puisse dire du mouvement où Ait Ahmed a entraîné le vieux chef maquisard Mohand Ou El Hadj, c'est qu'il n'a pas répondu à l'objectif recherché qui était de « faire tache d'huile ». Le calme où s'est maintenue l'immense majorité du peuple a confirmé

l'appui apporté au régime lors du référendum et réitéré, huit jours plus tard, par l'élection de Ben Bella comme président de la République.

Pourtant le « mouvement kabyle » bénéficiait de la circonstance favorable de mouvements de troupes marocaines à la frontière.

Le régime s'est si peu senti menacé qu'au moment même où le leader de l'opposition, encerclé dans Michelet, vitupérait contre Ben Bella et Boumedienne, celui-ci signait à Moscou un important accord de coopération technique, tandis qu'Ouzegane avait, à Pékin, des « entretiens cordiaux » avec le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères de Chine.

L'essentiel

Concrètement la « rébellion » n'a eu pour résultat, dans l'immédiat, que d'inciter le gouvernement algérien à ne pas ajourner davantage les entretiens avec le Maroc sur le tracé de la frontière commune, prévus lors des accords secrets passés jadis par Ferhat Abbas, et de rendre plus difficile l'intervention des oppositionnels au sein du parti du F.L.N. ainsi qu'à l'Assemblée nationale.

En dépit du caractère un moment dramatique de la situation en Kabylie, l'essentiel n'en réside pas moins dans l'extension considérable — et irréversible — qui vient encore d'être donnée au secteur socialiste.

Albert Roux

L'objectif du congrès travailliste : gagner les élections législatives

Le Congrès annuel du parti travailliste de Grande-Bretagne, qui s'est tenu la semaine dernière, a été marqué par la perspective de prochaines élections législatives et l'espoir très ferme d'y remporter la victoire. Ces considérations électorales ont eu des conséquences très diverses sur les débats et sur leurs conclusions.

A l'actif de ce congrès on portera d'abord le fait que le parti travailliste offre au pays, à la différence de ce qui s'est passé les années précédentes, l'image d'un parti étroitement uni et sûr de pouvoir compter sur un appui des grandes organisations syndicales. Harold Wilson, qui a succédé à Hugh Gaitskell au poste de leader et qui serait donc en cas de victoire, le Premier ministre, a manifestement remporté un succès personnel et consolidé sa position. Il est juste de dire qu'il l'a dû à son talent. Mais il n'est pas douteux non plus qu'il a profité de la volonté de serrer les rangs avant d'affronter la bataille contre les conservateurs devant le suffrage universel.

Il est d'ailleurs remarquable que cet élan unitaire a eu un autre effet : les désaccords au congrès des syndicats ne se sont pas répercutés au congrès du parti travailliste. Ted Hill et Frank Cousins ont apporté leur soutien à Harold Wilson, bien que celui-ci ait adopté sur le problème des salaires, ainsi que nous le verrons plus loin, une thèse analogue à celle qu'avait vainement essayé de faire adopter par l'organisation syndicale, le secrétaire général George Woodcock et que combattaient Hill et Cousins.

Le programme économique a été ratifié par six millions de voix contre quarante mille.

Ceci nous amène aux questions de programme et à ce qui apparaît de programme comme le passif de ce congrès.

Il serait injuste d'affirmer que, songeant uniquement à la prochaine bataille électorale, les travaillistes ont adopté un programme édulcoré

ou purement démagogique. L'accent a certes été mis sur une amélioration des retraites et de la Sécurité sociale. Mais le congrès s'est également prononcé pour un impôt sur



(Arip.)

Harold Wilson : leader de plus en plus solide.

le capital, pour une nouvelle réforme de l'enseignement, enfin et surtout pour la création d'un grand ministère de la production qui serait chargé de mettre en œuvre un système de planification économique.

C'est même ce dernier point qui a servi de justification au ralliement unanime des leaders syndicalistes. Ceux qui, comme Ted Hill et Frank

Cousins, s'étaient opposés lors du congrès des Trade-Unions, à toute réglementation des salaires, ont déclaré cette fois, qu'ils se plieraient aux nécessités d'une discipline des revenus, dès lors qu'une équipe travailliste serait au pouvoir et mettrait en application un système de planification économique. A ce propos on relève, dans le programme adopté, la création de nouvelles industries par les pouvoirs publics pour répondre aux problèmes posés par l'évolution technique, notamment par le développement de l'automatisation et par la nécessité d'éviter le chômage technologique.

Mais il ne faut pas se dissimuler que cette unité, on pourrait presque dire cette quasi-unanimité, n'a pas été obtenue sans quelques équivoques. Les désaccords qui avaient suscité de grands débats au sein du parti travailliste ces dernières années, ont été escamotés. On n'a guère abordé le problème des nationalisations et on n'a pour ainsi dire pas parlé de politique internationale. On doit noter tout particulièrement le silence sur la question de l'Europe et du Marché commun. Peut-être d'ailleurs est-ce autant le signe d'une évolution possible que la manifestation du désir de ne pas réveiller les querelles antérieures.

En un mot on peut dire que ce congrès, sans tomber dans un électoralisme méprisable, a été dominé par l'empirisme. On peut évidemment craindre, comme toujours en pareil cas, que les décisions, pour n'avoir pas été franchement tranchées par un débat et des décisions, ne reparassent ultérieurement, aussi bien en cas de victoire qu'en cas d'échec.

Pour l'immédiat en tout cas, il n'est pas douteux que le parti travailliste, qui représente toute la classe ouvrière britannique, va aborder la bataille électorale dans de très bonnes conditions pour exploiter les difficultés rencontrées par les conservateurs.

P. L.

Stage de formation de responsables sanitaires ruraux en Algérie

Le stage de formation de responsables sanitaires ruraux annoncé dans « Tribune Socialiste » avant les vacances s'est déroulé avec un plein succès dans l'ex-ferme Paternot en Kabylie, actuellement ferme du secteur de cogestion.

Rappelons que ce stage avait lieu à l'initiative de l'Union générale de Etudiants musulmans algériens et de l'Association générale des Etudiants en Médecine de Paris, sous le patronage de l'Association d'amitié et de solidarité franco-algérienne.

Les locaux avaient été réparés et aménagés par les ouvriers du Comité de gestion de la ferme, aidés pour certains travaux par des ouvriers venus le dimanche d'Alger. Les moniteurs français et algériens au nombre de 55 (étudiants en médecine, infirmiers, etc.) se sont succédé pour enseigner 65 jeunes algériens des deux sexes pendant deux mois.

L'enseignement avait été préparé par des plans photocopiés avant le départ et donnés ensuite aux stagiaires ; il comportait un enseignement théorique par petits groupes et de nombreux travaux pratiques. Les stagiaires sont destinés à devenir des responsables sanitaires de villages ou de fermes du secteur de cogestion, ayant pour rôle de donner les premiers soins en cas d'urgence ou de maladies bénignes, de reconnaître les affections sérieuses afin de pouvoir les évacuer sur un centre médical bien équipé, d'être des hygiénistes et des propagandistes sanitaires et de participer aux grandes campagnes de vaccination collective.

C'est là le besoin sanitaire essentiel dans l'Algérie d'aujourd'hui.

L'enthousiasme et l'ardeur des jeunes stagiaires augure bien du succès de cette expérience d'organisation sanitaire de base à partir du secteur socialiste.

Ce premier stage sera certainement suivi de plusieurs autres de même niveau l'année prochaine et probablement d'un enseignement complémentaire de perfectionnement.

L'ESPAGNE DES ASTURIÉS ET CELLE DE L'O.C.D.E.

J'AI vu durant ces dernières semaines nombre d'amis espagnols, arrivant d'Espagne ou émigrés de la guerre civile. Engagés politiquement, ou venant prendre l'air de Paris. Habitant aux quatre coins de l'Espagne, et s'intéressant souvent aux réalités françaises : pour comprendre. De mon côté j'essayais de

Entre, il y a cette Espagne dont me parlaient mes amis. Qui contient beaucoup d'espoir. Beaucoup d'inconnues. Une Espagne qui commence à se battre au grand jour. Mais dont on parle peu, mais dont on parle mal.

Pour la deuxième fois, le régime vient d'appliquer la même tactique.

Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples. Tous semblables. L'horreur devient quotidienne aux Asturies. L'horreur et la faim, après deux mois de grève.

Ainsi le régime franquiste a une fois de plus abattu ses cartes.

Il envisage de fermer des puits parce

Il n'est pas vrai de dire que l'Espagne franquiste n'est capable que d'exporter sa main-d'œuvre et se trouve dans l'incapacité de satisfaire les besoins les plus élémentaires des couches populaires.

Ceci a pu être exact. Aujourd'hui cela ne l'est plus et cela pose aux forces socialistes espagnoles des problèmes d'autant plus redoutables que les forces constituées d'opposition sont faibles, tragiquement faibles, face à l'appareil d'Etat.

Le rapport de l'O.C.D.E. souligne, tout autant, que la balance des paiements est favorable et le sera sans doute pendant un certain temps. A plus long terme, nous dit-on, la balance des paiements constituera l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre pour l'Espagne. Car les importations continueront de s'accroître alors que peu de mesures seront prises pour étendre les exportations espagnoles.

Mais il reste, et c'est encore le rapport que je cite, que le potentiel de développement économique du pays est très important et que, sous réserve que des mesures appropriées soient adoptées et appliquées, le niveau de vie du peuple espagnol pourra progresser très largement d'ici quelques années.

Les mesures appropriées

Ces mesures appropriées, ce régime peut-il les prendre ?

Oui et non. Oui dans la mesure où, rentrant dans le circuit commercial mondial et rompant avec l'isolement qui a été le sien pendant des années, il trouve le concours le plus franc de la part des capitaux étrangers attirés par un pays et un marché aux ressources incontestables. En ce sens nul doute qu'une certaine rationalisation va être introduite en Espagne, que des entreprises marginales, peu rentables, vont disparaître et faire place à des ensembles plus vastes et plus rationnels.

Non dans la mesure où de vastes reconversions de main-d'œuvre seraient nécessaires, et que rien n'est prévu. Ne peut être prévu par un régime dont les structures politiques sont la correspondance exacte d'intérêts encore très présents et peu décidés à se laisser sacrifier sur l'autel du « néo-capitalisme ».

Tant et si bien que l'Espagne, aujourd'hui, se trouve à la croisée des chemins. Un certain nombre de technocrates d'Etat et de milieux industriels et bancaires étant décidés à forger une Espagne industrielle en s'appuyant sur l'appareil d'Etat, tel qu'il existe, et en se passant de l'étape de la démocratie bourgeoise, que l'Espagne n'a pour ainsi dire jamais connue.

Tandis que les forces populaires sentent que l'affrontement ne peut être que global et cherchent elles-mêmes les moyens non seulement d'abattre le régime, mais d'interdire l'établissement d'une « démocratie de type républicain ».

L'on me dira que je schématise volontiers. Et jusqu'à un certain point c'est vrai, dans la mesure où les mouvements qui se produisent en Espagne relèvent pour une grande part de la révolte la plus élémentaire, sans que leurs perspectives se dégagent aussi clairement que nous le voudrions.

Mais il est tout aussi vrai que tous les partis ou organismes qui cherchent depuis des années et des années, parfois avec beaucoup de courage, à canaliser les mouvements qui se produisent vers des solutions toutes faites, non seulement ne se renforcent pas, mais voient leurs troupes fondre.

Alors ? Et si l'Espagne était le pays européen où les thèmes révolutionnaires classiques pouvaient retrouver une nouvelle résonance et une nouvelle réalité ?



Une fois de plus, le régime franquiste a abattu ses cartes.

deviner quelle pouvait être la réalité hispanique, en pleine transformation en ce mois de septembre 1963.

Aujourd'hui j'ai sous les yeux deux sortes de documents. D'un côté une série d'informations parvenant des Asturies et qui disent, sans un mot trop haut, la répression telle qu'elle se déroule en ce moment, au milieu de ces grèves qui n'en peuvent de finir, à en croire les informations officielles, et qui n'en peuvent de résurgir quand on écoute les militants ouvriers.

Pourquoi la répression ?

Et, de l'autre, le rapport que l'O.C.D.E. vient de consacrer à l'économie espagnole. Qui dit, sans un mot de trop, les nouvelles réalités économiques espagnoles, ses possibilités de développement, sa balance des paiements, etc.

Au départ, laisser faire, montrer une relative compréhension. Laisser croire que l'affaire ne concerne que les patrons et les ouvriers. Peser sur les uns, puis sur les autres. Essayer de revaloriser les syndicats officiels, vomis par tous, en leur faisant jouer un rôle de courtier. Garder du calme et attendre que cela pourrisse.

Puis intervenir avec la plus grande violence et faire peur à tous. Pour que ça ne revienne plus. Car depuis cinquante ans la réaction espagnole imagine, s'imaginer que ça ne reviendra plus. Dès lors c'est la litanie, classique hélas ! des tortures et des tortionnaires. Femmes tondues, parties génitales brûlées, hommes battus puis abattus. Je note :

« Alfonso X..., ancien surveillant de la mine El Fondon, réformé pour silicose, actuellement encaisseur à une compagnie d'assurances, avait déjà été battu lors des grèves de l'année dernière. Cette fois-ci, après son arrestation, il a été ligoté et « passé à tabac » en présence de sa femme par le caporal Perez. Incapable de supporter ce spectacle, cette dernière s'est jetée sur le tortionnaire ; le caporal s'est alors retourné contre la femme qu'il a frappée avec acharnement. Celle-ci se trouve actuellement à la prison d'Oviedo, tondue, comme beaucoup d'autres femmes de mineurs. Son mari, recueilli plus tard par un camarade de travail, fut transporté chez lui, à Lada. Le corps de l'ouvrier torturé était dans un tel état que le médecin appelé à son chevet pour le soigner déclara qu'il ne savait par où commencer. »

Je note encore : « Le mineur Silvino Z..., 34 ans, a eu les parties génitales grièvement atteintes. Il a été hospitalisé dans un état grave. Ce mineur était accusé d'être « communiste » ainsi que sa femme, qui a été tondue par les policiers. »

Everardo C..., marié, trois enfants, a dû être interné à l'hôpital psychiatrique provincial à la suite des tortures qui lui ont été infligées. Il avait peint, sur des canalisations et des tôles de l'entreprise Duro Felguera : « Le peuple se vengera. Franco assassin ». Surpris par la garde civile alors et sommé de descendre, il avait répondu : « Attendez que j'aie terminé. »

que non rentables. Il envisage encore d'en nationaliser d'autres, moyennant des indemnités substantielles aux sociétés propriétaires. Mais il faut que les mineurs se taisent. Mais il faut les défigurer plutôt que de les laisser parler. Il est vrai que si les mineurs asturiens ont parlé haut, ils ont parlé seuls, sans que le mouvement s'étende. Il est vrai que cette répression féroce n'est possible que parce que les conditions ne semblaient pas mûres pour que la grève gagne l'Espagne entière.

Ce qui pose d'autres questions, dont il faut bien tenir compte si l'on veut saisir l'Espagne de 1963 et ses problèmes.

L'Espagne de l'O.C.D.E.

Car il est vrai qu'il semble y avoir deux Espagnes, et que le tort tragique de la gauche, en Espagne comme ici, serait de croire que l'une et l'autre sont indépendantes.

Si le rapport de l'O.C.D.E. souligne que « les récentes hausses des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de consommation courante seraient de nature à étayer les revendications de salaires » ;

S'il souligne encore que « le nombre réel d'émigrants a peut-être largement dépassé 100.000 en 1962. Les variations à court terme de la situation économique dans les prochaines années à venir ne devant pas influencer sur la tendance qui se poursuivra encore un certain nombre d'années » ;

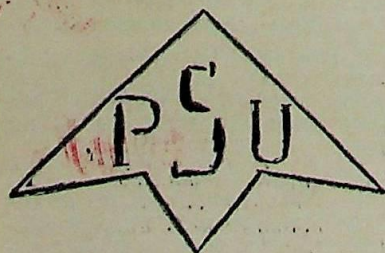
Pour venir en aide aux mineurs asturiens

Adressez vos versements à :
L. Houdeville, Paris, C.C.P.
15.536, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine), avec la mention : POUR LES GREVISTES ESPAGNOLS.

Symbole graphique P.S.U.

Le concours annoncé dans « Tribune socialiste » du 6 juillet a suscité de nombreux projets intéressants. La commission de propagande rappelle qu'elle ne retiendra que les symboles graphiques simples. Les allégories complexes, les dessins nécessitant un commentaire écrit seront éliminés. Dans quelques jours le concours sera clos.

Voici le projet n° 2 :



LA REVOLUTION VENEZUELIENNE :

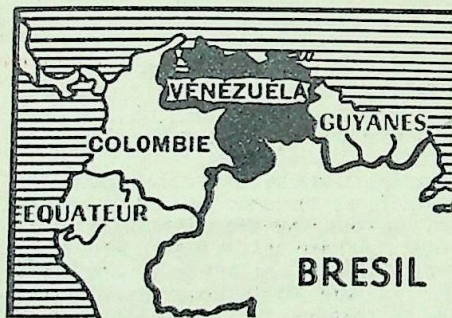
Contre l'impérialisme. Pour un régime démocratique

... Trois attentats ont marqué la journée de vendredi à Caracas... Les quatre mille ouvriers du centre sidérurgique de Matanzas, au sud-est de Caracas, se sont mis en grève... Un commissariat de police mitraillé à Caracas... Le célèbre joueur de football Di Stefano enlevé... Capture de six rebelles par la police vénézuélienne...

Presque tous les jours, nous pouvons lire de semblables nouvelles. Que se passe-t-il au Venezuela ?

Le Venezuela est un pays dont le sous-sol est l'un des plus riches du monde : pétrole, fer, mais aussi cuivre, nickel, or, diamants, etc. Or, la plus grande partie de ces richesses non renouvelables ne profite qu'aux monopoles nord-américains qui, de plus, contrôlent toute une série d'activités économiques complémentaires de l'exploitation de ces richesses. Il n'y a pas de véritable industrie nationale indépendante. Dans les campagnes, nous nous trouvons en présence d'un régime semi-féodal, paysans sans terre, et grandes propriétés foncières en grande partie non cultivées. La réforme agraire, telle qu'elle fut projetée, ne pouvait pas donner de résultat.

Tout ceci entraîne un niveau de vie très bas pour les grandes majorités



nationales, constituées par les travailleurs de la ville et de la campagne.

Dans le domaine de l'éducation, l'analphabétisme reste très important, malgré une campagne de deux ans et demi pendant laquelle, par exemple, des écoles furent construites, sans que, en même temps, des moyens pratiques fussent mis en œuvre afin de permettre aux enfants de suivre une scolarité normale. Pour le reste, il nous suffit de donner quelques chiffres. Sur 1.000.000 d'enfants qui suivent l'enseignement primaire, il y en a 90.000 qui suivront l'enseignement secondaire, et seulement 27.000 qui suivront l'enseignement supérieur.

Un gouvernement démocratique...

Le rôle du gouvernement Bétancourt est d'être un gouvernement « démocratique » qui serve de rempart contre le communisme.

Bétancourt, marionnette dont les ficelles sont tirées par les Etats-Unis, est soutenu dans son pays par la coalition formée par les deux partis : A.D. (action démocratique) et COPEI (parti social chrétien). Mais, comme cela se passera pour la réforme agraire, le programme de l'A.D., bon dans son principe, ne sera pas suivi. Il en est résulté une scission : d'une part, l'A.D. gouvernemental, qui continue à soutenir Bétancourt contre vents et marées, et, de l'autre, l'A.D. opposition, qui lutte pour l'application de ce programme. Nous trouvons également dans l'opposition l'U.R.D., union républicaine démocratique, parti de centre, qui soutint lors des dernières élections, l'amiral Larrazabal (c'est Larrazabal qui mit fin à la dictature de Pérez Jiménez), et, enfin, le P.C.V., parti communiste vénézuélien, et le MIR, mouvement de la gauche révolutionnaire (marxiste).

Apparemment, le libre jeu de la démocratie est respecté. Les députés de l'opposition jouissent de l'immunité parlementaire. Il n'y a eu aucune condamnation à mort pour rébellion contre le régime.

Selon les dernières nouvelles qui sont parvenues du Venezuela, la situation y est critique.

Tous les parlementaires de gauche sont jetés en prison, le gouvernement, en prenant ces mesures, viole l'immunité parlementaire qui les protégeait.

Un peu plus tard, le parti communiste et tous les mouvements de gauche sont déclarés illégaux par la cour suprême du Venezuela. Or, cet organisme n'était pas habilité pour cela, le président même de cette cour la déclara publiquement incompétente.

Le nombre de ceux qui furent emprisonnés pour des motifs politiques s'élève à 600 pendant seulement quatre jours de cette semaine.

Les conséquences de ces mesures sont que des combats de rue ont lieu à Caracas. Le nombre des morts s'élève à 18. Enfin, trois quartiers de Cara-

cas ont été déclarés zone militaire.

Il y a danger d'un coup d'Etat, que craignent les Etats-Unis, car ils en connaissent les conséquences possibles : la gauche vénézuélienne prend d'autant plus d'importance que le gouvernement de Bétancourt se radicalise davantage, se tournant vers les Etats-Unis et s'opposant au peuple vénézuélien.

D'ailleurs, les Etats-Unis ont déclaré publiquement qu'ils seraient disposés à intervenir directement en envoyant des « marines », afin d'éviter le coup d'Etat, et d'assurer la protection des biens des compagnies aériennes américaines. Ce serait alors une intervention franche des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'un autre pays, c'est-à-dire un acte qui devra être dénoncé rigoureusement devant l'opinion mondiale.

qu'ils envoient des techniciens (1) et tous les gens qu'ils veulent, ils ne pourront pas contenir cette lutte du peuple vénézuélien parce qu'il est certain que, tout comme nous, ils auront chaque jour davantage l'appui du peuple. Parce que lorsque les jeunes voient d'autres jeunes combattre et mourir, ils se sentent attirés par cet héroïsme, par ce courage ; ils se sentent conviés à suivre ces exemples. Et c'est ainsi que réagissent les travailleurs, c'est ainsi que réagissent les paysans.

« Et la victoire viendra, tôt ou tard, comme en Algérie (...), qui écrivit des pages ineffaçables et éternelles d'héroïsme dans la lutte pour son indépendance ; c'est ainsi que la victoire se réserve pour ceux qui combattent, pour ceux qui luttent, pour ceux qui ont foi en une idée et en une méthode de lutte. » (Discours du 26 juillet 1963.)

Mais la révolution au Venezuela sera une révolution vénézuélienne

Il est vain d'ajouter quoi que ce soit à cet hommage vibrant de fraternité d'un peuple qui « construit » sa révolution à un autre encore sous le joug. Le peuple cubain et le peuple vénézuélien se sentent unis par une communauté de souffrance que tous deux connaissent bien, par des liens idéologiques, aussi. Mais il est faux de pousser trop loin la comparaison. Le Venezuela n'a pas de Fidel Castro, il a un organisme dirigeant, qui est le F.L.N. Et de dire maintenant que le Venezuela fera une révolution de type « castriste » n'a pas grand sens. Une révolution ne s'exporte pas, ne se copie pas. Les conditions géographiques et économiques sont différentes de ce qu'elles étaient à Cuba. L'attitude des Etats-Unis également sera différente, car ils savent que la réussite d'une révolution nationaliste et anti-impérialiste au Venezuela signifie pour eux, non seulement la perte à plus ou moins brève échéance de leurs intérêts au Venezuela, mais encore un renforcement politique et économique de l'Etat cubain, et une impulsion extraordinaire donnée à tous les mouvements de libération en Amérique latine.

Françoise van NEYENHOFF.

(1) Il s'agit de techniciens de l'armée et de la police (note du traducteur).

... dont le principal argument est la répression

Mais, dès 1959, de pacifiques manifestations de chômeurs sont dispersées à coups de fusils. Mais les arrestations ne se comptent plus. Mais les prisonniers politiques sont sauvagement torturés, déportés dans des camps où les conditions sont effroyables. Mais les garanties furent suspendues par décrets pendant toute l'année 1961, et pendant 200 jours de l'année 1962. Mais la liberté d'expression a pratiquement disparu, la censure ne laissant plus place qu'à la propagande et aux mensonges officiels. Mais si des évasions sont possibles, c'est que les prisons débordent. En 1962, Bétancourt a emprisonné davantage de Vénézuéliens qu'il n'est arrivé de le faire à Pérez Jiménez. Mais l'immunité parlementaire a été violée plusieurs fois. Entre autres, nous pouvons citer les cas de Teodoro Petkoff, Emiro Arrieta, ou García Ponce.

Mais pour venir à bout du soulèvement de Puerto Cabello, le gouvernement n'a pas hésité à bombarder la population civile pendant deux heures. Mais, pour venir à bout d'une guérilla, le gouvernement fait incendier tout un secteur au napalm, sans se préoccuper des paysans.

Le F.L.N., Front de Libération Nationale

Le peuple vénézuélien organise sa lutte. Tous les secteurs progressistes, tous ceux qui veulent lutter pour obtenir un gouvernement nationaliste et démocratique, qui s'opposeraient à la politique de colonisation de l'impérialisme, qui rétablirait les droits et les libertés du peuple, ont constitué le Front de Libération Nationale.

Dans le F.L.N. sont représentés les partis « inhabilités », P.C.V. et MIR ; des sections de l'U.R.D. et de l'A.D. opposition ; une grande partie des indépendants ; un comité civilo-militaire dont font partie les militaires qui prirent part au soulèvement de Carupano (2 mai 1960) et de Puerto Cabello (4 juin 1962) ; enfin, les commandements des guérillas urbaines et rurales.

Pourquoi des guérillas ? Nous ne sommes pas en présence d'une crise politique quelconque, ni d'un processus électoral normal. Malgré toutes ses dénégations, la « camarilla » qui gouverne utilise tous les ressorts du pouvoir pour arriver à s'y maintenir après 1964. Les risques de fraude sont grands, et aussi les risques de violence, comme il est arrivé chaque fois que les citoyens ont tenté d'exprimer leur opposition à la gestion du gouvernement. Par suite, fidèle à son désir de voir établir un gouvernement nationaliste et démocratique, le F.L.N. doit faire appel à des formes de lutte pacifiques et non pacifiques, légales, clandestines et armées. C'est ainsi que les Forces Armées de Libération Nationale fu-

rent amenées à se constituer, leur rôle étant celui de « bras armé » du F.L.N., lui permettant de mettre son programme en application.

Fidel Castro a dit :

« ...D'ici, de cette tribune, devant le peuple de Cuba, nous envoyons un salut de solidarité et de confraternité aux héros révolutionnaires vénézuéliens qui, avec un courage impressionnant et une force croissante, dans une lutte vaillante qui fait chaque fois davantage l'admiration des peuples de l'Amérique latine, bravent les forces de la réaction et les forces de l'impérialisme, sans reculer dans leur lutte, prévoyant le jour de la victoire pour ce peuple plein de bravoure et d'abnégation qui, un jour, montra le chemin de l'indépendance en Amérique du Sud.

« Et, réellement, il est admirable, il est impressionnant de voir comme ce peuple, comme ces jeunes luttent et combattent, tandis que nous nous souvenons des jours où notre peuple se battait tout aussi héroïquement contre la tyrannie.

« Et les impérialistes sont impuissants à contenir cette lutte ; bien

Les problèmes étudiants

L'U.E.C. NE S'ALIGNE PAS

A la suite d'une récente session, le Comité national de l'Union des étudiants communistes a annoncé sa décision de « s'engager dans la campagne ouverte par le Comité central du parti communiste français contre les conceptions stratégiques erronées des camarades chinois ».

Les étudiants communistes ont également déclaré que « seuls l'approfondissement et le développement de la ligne du XX^e Congrès poursuivis par le parti communiste de l'Union Soviétique sont susceptibles de conduire le mouvement ouvrier international vers le triomphe du socialisme ».

S'agit-il, cette fois, d'un alignement sur les thèses du parti ? Il ne semble pas. La commission de huit membres nommée en mai pour inciter l'U.E.C. à adopter un « nouveau programme » ne s'est pas encore réunie, alors que le prochain congrès de l'Union des étudiants communistes doit se tenir du 23 au 26 janvier. D'autre part, dix membres du Comité de l'U.E.C., sur cinquante-cinq, se sont abstenus pour l'adoption de la résolution mentionnée ci-dessus. Sans doute se refusent-ils à condamner globalement les thèses chinoises (ce qui est fait généralement aux divers échelons du P.C. en invoquant l'auto-

rité des dirigeants soviétiques et thoriens).

Mais, en dehors de l'existence d'un courant prochinois à l'intérieur de l'U.E.C., il est intéressant de noter que l'Humanité n'a pas reproduit certains passages importants de la résolution du Comité national, en particulier celui-ci : « Le Comité national souligne le rôle essentiel du développement de la démocratie communiste pour résoudre les graves problèmes posés par l'époque moderne au mouvement communiste. »

Par ailleurs, le Comité national s'engageait à « éviter tout esprit de compromis idéologique, ainsi que toute polémique formelle » rappelant « la nécessité de conserver toujours à l'esprit, dans la lutte contre le dogmatisme, l'importance de la vigilance à l'égard des erreurs opportunistes, notamment celles qui, liées au dogmatisme, découlent d'une analyse suffisante, fixée, des problèmes de la vie réelle ».

La remarque des jeunes communistes va loin. L'opportunisme de la gauche traditionnelle, en France, n'est-elle pas la conséquence de son dogmatisme, d'une vue figée des choses ?

M. C.

Table ronde sur le programme de transition du P S U

La diversité des problèmes soulevés par le premier point de l'ordre du jour du congrès : le programme oblige la commission de préparation à proposer que le débat d'aujourd'hui ne porte que sur une sorte d'exposé des motifs de ce programme. Pourtant, elle recommandera aux camarades — quelles que soient les questions posées par l'animateur — d'illustrer le court développement de leur option politique par les repères qui, dans les chapitres « planification, agriculture, institutions, Europe », permettraient de dégager l'originalité de leur position.

J'ai exclu volontairement de ces chapitres les questions internationales, car sur l'essentiel — le retrait inconditionnel de la France du pacte atlantique et la politique de désengagement des blocs militaires — les textes reçus font ressortir un accord unanime des fédérations et sections qui se sont exprimées.

Je vous demanderais d'abord dans le monde de 1963 quel est l'objectif de la transformation et de la situer si possible par rapport aux précédents historiques. Qu'appellez-vous transition ?

LAUBREAUX (14^e). — Il faut partir de ce que nous avons déjà reconnu au congrès de Clichy en définissant la notion de F.S. Contrairement à ceux qui pensent qu'on peut combattre le régime gaulliste en lui opposant l'alternative d'un retour à la démocratie parlementaire classique, nous estimons, à la 14^e section, que la perspective démocratique se confond avec la perspective socialiste (et il faut ici redire, car il est clair que les différents points de l'ordre du jour sont liés, même si pour la commodité on a dû les tronçonner), que le P.S.U. ne saurait cautionner quelque formule que ce soit, de retour à une démocratie rénovée dans le cadre d'un contrat global fondé sur l'union des républicains. Notre programme doit donc se situer dans la perspective d'une véritable transition débouchant sur un bouleversement des structures.

La commission pose la question de savoir quelles sont dans la France d'aujourd'hui les conditions d'une transition vers le socialisme par rapport aux précédents historiques. Ces conditions ne sont pas les mêmes que celles qui ont existé dans la Russie de 1917 ou celles qui se présentent aujourd'hui dans les pays sous-développés. Certes un parti socialiste ne peut à priori écarter l'hypothèse d'une issue violente, il doit même se préparer à l'affronter éventuellement, mais il n'a pas non plus à écarter l'hypothèse d'une transition pacifique vers le socialisme que la situation économique et sociale des pays développés rend plus probable. En effet, le niveau économique qui a été atteint ces dernières années en Europe permet à nos objectifs d'être en avant de ceux qui sont susceptibles d'être fixés dans le Tiers-Monde. Nous retrouvons là une très vieille idée des marxistes, que les pays développés sont aujourd'hui plus proches du socialisme que les pays qui n'en sont encore qu'au stade de l'essai de développement.

Dès lors qu'appelons-nous programme de transition ? C'est le programme minimum qu'un gouvernement populaire appuyé sur l'ensemble des forces sociales intéressées par la construction du socialisme devrait réaliser dès son accession au pouvoir pour effectuer cette avance décisive, pour franchir un seuil, ce seuil qui n'a été franchi ni lors du F.P. de 1936 ni au moment de la Libération.

GEISMAR (texte 6 de l'envoi de juillet). — Le but du parti est l'instauration d'un pouvoir et d'une société socialistes. Le programme de transition doit fixer l'objectif principal du saut révolutionnaire, c'est-à-dire le passage sous contrôle des producteurs des pôles de domination économique, ce passage décisif se faisant par le transfert de la pro-

priété, conditionné et garanti par le renversement de la base de classe de la société. Ce passage suppose une transformation radicale de l'Etat, non dans un sens centralisé de type soviétique russe, ce qui serait contraire au niveau économique et aux traditions démocratiques de notre pays, mais par une solution décentralisée et démocratique dans laquelle le pouvoir appartiendrait aux communes et aux conseils de producteurs. Dans ces conditions, le programme de transition part des aspirations actuelles, concrètes et immédiates, des masses et les amène, par l'action, à attaquer puis à briser l'appareil d'Etat bourgeois et à instaurer un nouveau pouvoir de façon irréversible par l'installation d'un Etat socialiste et pas seulement par des mesures de réforme des institutions, par des nationalisations ou une planification qui sont des mesures nécessaires mais insuffisantes. Cette conception du programme s'oppose à la fois à la conception de la transition du socialisme à la société sans classes, qui devra être abordée dans un autre stade du développement de la lutte révolutionnaire, et également à la conception de gouvernement de transition, de style Front populaire en 1936 et du gouvernement de la Libération, qui peuvent, bien sûr, amener des réformes parfois importantes mais ne peuvent pas, parce qu'elles se situent dans le cadre de l'Etat bourgeois, assurer un saut irréversible. C'est à cette dernière conception que se rattacherait d'ailleurs celle d'un programme maximum et d'un programme minimum (par exemple des objectifs prioritaires), ce qui reviendrait en fait à ramener sur le tapis le problème des deux temps qui a été condamné par le congrès de Clichy.

KALMA, section de Draveil (Seine-et-Oise). — Les programmes des partis traditionnels reposent sur une opposition schématique entre un programme minimum (par exemple des objectifs prioritaires), ce qui reviendrait en fait à ramener sur le tapis le problème des deux temps qui a été condamné par le congrès de Clichy.

Le P.S.U. doit rejeter cette division car : 1^o elle est l'alibi permanent du réformisme ; 2^o elle suppose, ce qui est utopique, qu'il est possible d'améliorer réellement et durablement la condition prolétarienne sans briser le cadre du régime ; 3^o la prise du pouvoir ne met pas fin à la lutte des classes, elle en transforme seulement les conditions, en mettant le droit et la contrainte entre les mains des travailleurs et en l'arrachant aux classes possédantes. C'est la transformation capitale, décisive ; c'est la seule garantie contre le retour en arrière, mais ensuite le progrès reste, encore pour un temps, accroché à la réalisation du programme de transition.

Le programme nécessaire n'est pas un modèle idéal et lointain de socialisme achevé ; il n'est pas non plus, en aucune manière, un projet de « réformes de structures » à réaliser par un gouvernement de gauche exerçant le pouvoir dans le cadre du régime capitaliste. Le P.S.U. rejette la conception des deux étapes, estimant qu'une étape dite de démocratie rénovée serait un nouvel épisode de replâtrage du capitalisme. Nous connaissons bien ce genre de « gouvernement de transition » (gouvernements Blum 36-37, gouvernements de la Libération), nécessaire à la bourgeoisie pour amortir et enliser l'action populaire dans les périodes critiques. Ils sont liés avec la bourgeoisie libérale, ce qui les conduit à s'adapter en réalité aux possibilités du cadre économique, social, étatique existant, à ne pas stimuler, mais au contraire à freiner l'action des travailleurs et leurs empiètements nécessaires sur la propriété et la loi bourgeoises. Si le gaullisme reste encore solide, c'est en grande partie à l'accumulation de déceptions de ce type de gouvernement que nous le devons. En politique comme ailleurs, une force ne se bat bien que si elle sait quels sont les buts à atteindre, sinon les militants restent sans arguments pour convaincre les masses. La perspective de transition est nécessaire au Front socialiste. Au P.S.U. incombe d'en préciser le programme.

Marcel PIERRE (Fédération de la Loire). — Je suis d'accord avec ce qu'a dit le camarade du 14^e. J'ajouterais deux précisions ; il semble que dans l'élaboration de ce programme de transition, il faille éviter une illusion technocratique. C'est-à-dire qu'il faut bien avoir conscience que des réformes de structures ne seront irréversibles que si elles sont soutenues par un esprit révolutionnaire. Une réforme institutionnelle peut toujours être détournée de son intention première si l'application n'est plus animée de l'intention révolutionnaire qui l'a créée. On peut se rappeler à ce sujet des comités d'entreprise ou la nationalisation qui ont été détournés de leur sens, d'où la nécessité d'un soutien permanent de l'ensemble des travailleurs pour empêcher toute déviation. A cette illusion technocratique, j'ajouterais le danger réformiste. Il faut bien avoir, là encore, conscience que le programme de transition doit être révolutionnaire, il ne saurait être un simple catalogue n'ouvrant aucune perspective positive d'évolution vers le socialisme. Si le F.P. n'a pas donné ce qu'il aurait pu donner, c'est sans doute qu'il n'offrait qu'un programme de revendications et non un programme authentiquement révolutionnaire.

GARABUAU (texte 1). — Le programme de transition a un but extrêmement précis, c'est à travers des revendications, des mots d'ordre, amener la classe ouvrière, à un moment donné, à un niveau de conscience donné, à une étape donnée, à un niveau supérieur de luttes tendant à rapprocher l'objectif principal que les socialistes, que les révolutionnaires se tracent, c'est-à-dire la réalisation du socialisme et la destruction de l'Etat capitaliste et son remplacement par le pouvoir de la classe ouvrière.

Ce programme doit essentiellement se situer dans une perspective dynamique d'évolution de la conscience de classe des travailleurs et partir de la réalité de la situation de classe à un moment donné dans l'histoire de cette lutte de classes. Il doit contenir l'acquis et l'expérience des luttes ouvrières précédentes, de tout ce qui a été acquis par la classe ouvrière française et internationale. Le programme ne peut à aucun moment être détaché de la situation réelle de la classe ouvrière, de la force de l'Etat bourgeois, des objectifs de cet Etat et des réponses de classe à lui donner. Dans la situation actuelle, il s'agit de proposer à l'ensemble des travailleurs un programme essentiellement axé sur la lutte pour son indépendance de classe envers de l'appareil d'Etat gaulliste, c'est sur « mot d'ordre » que le texte 1 insiste plus particulièrement : c'est-à-dire que ce programme doit aux idées vagues des évolutions parallèles de la S.F.I.O. et du P.C., conduisant on ne sait comment sous une tutelle réservée à l'unification du mouvement ouvrier, opposer la perspective du rassemblement dans l'action de la classe ouvrière sur un programme exprimant ses intérêts fondamentaux et s'emancipant du contrôle des directions, radicalement opposé à ses intérêts ; ce qui veut dire qu'aujourd'hui, se situer dans une perspective socialiste impose une lutte résolue et conséquente contre tous les aspects de l'offensive gaulliste et d'abord contre les atteintes à l'indépendance des organisations ouvrières. Concrètement, cela signifie pour le parti et à l'intérieur de son programme, mener campagne pour que les organisations ouvrières quittent les institutions diverses : plan, commission d'aménagement du territoire, de coopération avec l'Etat par lequel le gaullisme encercle le mouvement ouvrier. Cela signifie aussi opposer à la reconnaissance de la section syndicale, l'extension des droits syndicaux sans contrepartie dans l'entreprise. Prétendre, dans les conditions présentes, résister au gaullisme sans dénoncer la C.F.T.C. comme l'organisation qui, dans le mouvement ouvrier, œuvre à l'édification d'un nouvel ordre corporatif, c'est se moquer du monde, c'est structurer à la base, par la lutte dans le contrat de la section d'entreprise et au niveau régional par les comités d'expansion, à l'échelle nationale par le Conseil économique et social, so-disant d'un tel pouvoir, c'est bien voir

la nature réelle de cette organisation syndicale. Il faut préconiser l'unité d'action avec les dirigeants syndicaux qui, quelle que soit leur motivation, défendent l'indépendance des organisations syndicales. Cela implique la nécessaire critique des directions syndicales et la lutte pour que cette critique s'exerce librement. Défendre toujours et partout la démocratie ouvrière fait partie de ce combat. La lutte pour la réunification syndicale doit être inscrite dans le programme et dans chacune des batailles livrées sur ce terrain qui est inséparable d'authentique démocratie syndicale, c'est-à-dire de la reconnaissance du droit de tendances.

Deuxième question :

Quel contenu donnez-vous à la transition et pourquoi ?

KALMA (Draveil). — Pouvons-nous définir plus concrètement le programme et en faire un instrument efficace immédiatement ? Voyons quelques exemples. Observons d'abord qu'à l'achèvement du IV^e Plan, après de nombreuses années d'expansion économique, la classe ouvrière se trouve aux prises avec la vie chère, un travail plus épuisant, la multiplication du droit de grève, la pénurie de logements, etc.

Le plan capitaliste ne lui a guère apporté de satisfaction et il n'y a pas à attendre un grand enthousiasme pour les discussions du V^e Plan. En revanche un contre-plan, proposé par les partis et syndicats de la classe ouvrière, pourrait entretenir et développer un puissant mouvement d'actions et d'initiatives populaires. Le contre-plan, bien sûr, ne doit pas être une version amendée du plan gaulliste. Partant des revendications actuelles, il définira concrètement les objectifs et les moyens d'une planification pour les travailleurs et contrôlée par les travailleurs. Nécessairement, il portera atteinte aux intérêts et aux droits des capitalistes (nationalisation de l'ensemble du système du crédit, ainsi que l'indispensable contrôle ouvrier sur la production et les investissements).

Autre exemple : celui de la propriété du sol. Chacun sait que la construction de logements est limitée par la spéculation foncière. Pour résoudre la crise du logement il est nécessaire de porter atteinte à la propriété privée du sol. Il en est de même dans le domaine de la modernisation de l'agriculture.

Autre exemple : toute la gauche appelle à grands cris la démocratie. Mais comment espère-t-elle instaurer une démocratie réelle ? En rognant de 10 cm le « bidule » des policiers de Papon, en épurant une fois de plus une caste policière que la IV^e République a nourrie pour qu'elle fournisse des forces au complot du 13 mai ? Non ! Il est indispensable de prendre des mesures telles que celles indiquées dans le texte 4 (programme) paru dans « Directives socialistes » de juillet 1963, « désarmement et municipalisation de la police en uniforme, dissolution des troupes de métier spécialisées dans la répression, instrument efficace, par excellence, de la domination bourgeoise et de la contre-révolution ». Comment parler de démocratie sans mettre aussi en cause l'existence de la caste militaire, corps d'élite du 13 mai, instrument de réaction et de contre-révolution.

GEISMAR. — Pour assurer ce saut irréversible, dont je parlais tout à l'heure, il s'agit essentiellement de s'attaquer au problème de l'Etat, ce qui pose le problème des institutions. Les meilleures institutions seront celles qui permettront d'assurer la prédominance de la classe ouvrière et de préparer leur propre dépassement, c'est-à-dire le passage à la société sans classes pour aboutir à l'instauration d'une démocratie prolétarienne. Dans un autre domaine, celui de la planification, il y a essentiellement une notion à rejeter qui est celle de l'économie concertée, fondée sur la collaboration de classes. En effet, les antagonismes de classes sont pour nous inconciliables et ne peuvent être abolis que par l'instauration d'un pouvoir ouvrier. Donc, par exem-

ple, la question de la transformation des organismes du plan dans le cadre du système, par une meilleure représentation ouvrière, n'est pas pour nous décisive. Ce qui est décisif, c'est l'instauration de contre-pouvoirs qui, à l'occasion des discussions du plan, permettront par des discussions au sein des organisations ouvrières la préparation, en quelque sorte, d'un contre-plan.

LAUBREAU (14). — Le programme de transition doit comprendre un ensemble cohérent de mesures tendant d'une part à mettre en cause et à modifier les structures capitalistes, d'autre part à améliorer sérieusement la condition matérielle et morale des classes laborieuses, enfin à assurer cette démocratie dont nous avons toujours dit qu'elle ne serait complète que par l'accession à un régime socialiste.

Quels seraient les éléments essentiels d'un tel programme ? Il me semble que l'objectif fondamental que le P.S.U. doit défendre est la socialisation de l'ensemble des pôles de domination économique et une planification démocratique de l'économie impliquant l'intervention efficace des travailleurs sur les choix et décisions aux divers échelons y compris l'entreprise. Il faut également mettre au premier plan la transformation des organes répressifs de l'Etat (Armée et Police) ainsi que l'élimination du capitalisme privé et de l'Etat du secteur de l'information. Au contraire, les expériences socialistes antérieures tendent à démontrer qu'il faut éviter une nationalisation hâtive du petit commerce ou la collectivisation forcée des terres. Mais l'éviction du capitalisme implique également l'accroissement de la part des travailleurs dans les fruits de la production aux dépens des profits capitalistes et des divers modes de prélèvement ainsi que l'amélioration de la condition réelle des travailleurs (réduction du temps de travail, logement et municipalisation du sol, recherche du bien-être matériel et revendication d'une démocratisation de la culture). Enfin, notre dernière revendication porte sur la démocratie. Rien ne prouve que la dictature d'un parti unique, privant les adversaires du socialisme de toute possibilité d'expression, soit nécessaire en Europe occidentale. Le passage au socialisme apparaît comme de plus en plus lié au développement d'une démocratie qui ne serait plus limitée à ses secteurs traditionnels mais s'étendrait depuis la gestion des entreprises jusqu'à la détermination des grandes options nationales.

GEISMAR. — A propos de l'intervention du camarade de la 14^e sur l'agriculture, je voudrais préciser, que pour nous une politique socialiste à la campagne doit s'appuyer essentiellement sur un processus lent mais continu de disparition de la propriété privée quelle qu'en soit la forme.

BEUC. — Tous les camarades ont illustré leur conception de la transition. Partant de la définition du programme du P.S.U., vous apparaît-il comme figé une fois pour toutes ou au contraire dynamique, et comment croyez-vous qu'il puisse être réalisé ?

Marcel PIERRE (Fédération de la Loire). — Il paraît évident que le programme tel qu'il peut être défini est lié à l'évolution économique, sociale et politique de notre pays parce qu'il est nécessairement lié à la dynamique de l'Histoire. L'essentiel, pour nous, n'est pas là. L'essentiel est de changer le rapport des forces en présence, de façon qu'il devienne favorable à une évolution vers le socialisme. Comment faire pour que le programme devienne progressivement réalité ? Comment impliquer le principe fondamental de luttes de classes dans le contexte économique, social et politique du capitalisme occidental ? Dans d'autres contextes, on pourrait envisager une prise de pouvoir par les forces populaires en armes, mais il ne semble pas que les conditions techniques, économiques et psychologiques soient réalisées actuellement en France. Nous ne sommes ni dans la Russie de 1917 ni dans un pays sous-développé. Il est cependant nécessaire d'agir et d'agir dès maintenant. Le sens fondamental de notre action doit être une contestation permanente du pouvoir bourgeois partout où il se manifeste, à la fois sur le plan économique et sur le plan politique. Sur le plan politique, notre contestation peut se faire évidemment sur le plan parlementaire. Mais nous avons conscience des limites d'une telle action dans le cadre de nos institutions actuelles et plus généralement d'ailleurs dans le cadre

d'une démocratie bourgeoise. Sur le plan politique toujours, nous attachons plus d'importance aux contestations de masse, contestations populaires, aux manifestations contre les pouvoirs. Dans ce sens, toute action avec les autres partis de gauche devra être recherchée dans le cadre d'une politique de F.S. Notre contestation devra également se faire, et c'est peut-être sur ce plan, pour le moment, qu'elle risque d'être la plus efficace sur le plan économique et social. La lutte de classes sur ce plan doit se manifester à différents niveaux. Il s'agit en effet, d'abord et en premier lieu, de mobiliser les travailleurs sur des thèmes de revendications immédiates. Il s'agit de les sensibiliser à l'action politique, à l'action revendicative contre les pouvoirs. Il s'agit de leur faire prendre conscience des conditions qui leur sont faites, conditions qui ne sont que les conséquences du régime capitaliste. C'est pourquoi, dans un deuxième palier, il faut aller au-delà de ce plan de la revendication immédiate et faire prendre conscience à la classe ouvrière que sa condition est la conséquence de structures capitalistes, qu'il faut donc qu'elle porte la contestation à la fois au niveau des structures et au niveau des décisions réelles. C'est dire que la lutte de classes doit se manifester sur tous les plans de la réalité économique ; d'abord au niveau de l'entreprise, nous demandons une extension des pouvoirs du comité d'entreprise avec un droit de contrôle ouvrier sur la gestion de ces entreprises ; mais la lutte de classes doit également s'élever au niveau des organismes qui ont pouvoir de décisions, des comités régionaux aux commissions du plan, de tels organismes doivent être pour la gauche, pour la classe ouvrière, des tribunes de contestation, des tribunes de formation et d'information. Sur ce point, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, il est nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas, malgré tous les risques que cela peut comporter, de s'intégrer au système capitaliste, ni de s'y adapter, ni de cautionner une politique bourgeoise, mais de porter le combat partout où est le pouvoir capitaliste. Il s'agit de pénétrer dans les organismes économiques du capitalisme, pour le harceler et le faire éclater. Il ne doit pas y avoir d'exclusive dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois qui le sert. Une telle action de mobilisation des travailleurs sur des thèmes de lutte contre les pouvoirs et contre l'économie du profit et de contestation permanente du pouvoir capitaliste partout où il est réel, de l'entreprise à l'Etat, doit faire avancer l'action unitaire à la base et créer un nouveau rapport de forces qui rendra possible l'instauration de cette démocratie socialiste que nous voulons créer par le franchissement du seuil économique et politique tel qu'il est défini par le contenu de notre programme de transition.

GEISMAR. — Le programme de transition préparé par le P.S.U. ne saurait être figé pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'un tel programme ne peut pas être établi une fois pour toutes, ses objectifs devant être remplacés par des objectifs plus avancés à mesure que la lutte progresse. D'autre part, le P.S.U., parti d'unification socialiste, veut réaliser son programme par le moyen de l'unité des travailleurs sur une base de classe. Ce programme devra donc être discuté démocratiquement par les organisations de travailleurs, de la base au sommet, et ce programme est un des éléments, avec les garanties de réalisation, du contrat d'unité qui amènera progressivement au Front socialiste et à la prise du pouvoir. Dans le cadre de ces discussions, il pourra donc être modifié, mais le P.S.U. ne saurait remettre en cause la conception même du programme et à l'occasion des campagnes d'actions et de recrutement, il en popularisera les différents termes pour en faire le thème des discussions dans les comités de base, dans les centres de contre-pouvoir précédemment définis. Dans tous les cas, le programme plus le contrat d'unité constituent la politique unique des travailleurs. C'est un ensemble cohérent d'objectifs de lutte, capables de rassembler les masses sur une base de classe. C'est la cohérence et le respect de ce programme qui permettront de dépasser le cadre actuel des luttes et leur caractère catégoriel et parcellaire, permettant ainsi de passer à un niveau supérieur de lutte vers la prise du pouvoir. La possibilité d'ouverture d'une perspective socialiste ne saurait donc se résoudre que par ce programme, offensif, permettant la re-

prise de l'initiative, animé par un puissant courant de base, rassemblé par le contrat d'unité dans une marche vers le F.S.

GARABUAU. — Pour réaliser le programme de transition, il s'agit pour un parti ouvrier de développer essentiellement une ligne de classe. Opposer une ligne de classe signifie pour le P.S.U. se lier aux éléments les plus combattifs de la classe ouvrière et aux couches plus exploitées du prolétariat. On ne peut séparer la lutte politique de la lutte économique et sociale, comme le fait le camarade de la Loire. Le soutien du P.S.U. doit aller non vers les dirigeants syndicaux, mais vers les travailleurs qui, organisés dans ces syndicats, luttent contre le pouvoir par la grève et dont les objectifs sont détournés la plupart du temps par les dirigeants syndicaux. Il faut faire la différence entre une politique de présence qui a toujours été le fait des dirigeants réformistes et la politique présente qui tend momentanément à intégrer les organisations ouvrières. On ne peut parler de contestation à tous les niveaux sans voir la réalité de cette politique ; il ne faut pas séparer cette politique des objectifs que se trace le pouvoir gaulliste. Le programme de transition ne pourra pas être réalisé dans les structures mises en place par le Pouvoir, mais par la mobilisation révolutionnaire des masses. Qui siègent dans les comités du Plan et d'expansion, sinon les bureaucrates syndicaux qui se sont trouvés dans toute l'histoire des luttes de classes en France comme des traîtres aux objectifs traditionnels de la lutte de classes ouvrière ? Le programme de transition, le programme révolutionnaire, ne peut se réaliser que si le P.S.U. prend clairement position et soutient toutes les aspirations réelles des travailleurs telles qu'elles se sont exprimées par leur avant-garde la plus consciente : les mineurs qui ne voulaient pas rentrer au moment de leur dernière grève et que la réalité de leur situation présente, leur fait comprendre la politique véritable de leurs dirigeants syndicaux ; les marins qui se sont trouvés en opposition avec leurs directions syndicales, avec ceux qui appellent à une riposte générale contre la loi antigèves. Le dernier plan économique du gaullisme qui, de l'avis de tout le monde, n'a aucune justification économique, doit être compris comme une provocation politique contre la classe ouvrière ; donc, opposer une ligne de classe pour la réalisation du programme à une soi-disant politique de présence tombe en fait dans les objectifs du Pouvoir.

LAUBREAU. — Je parlais au début d'un gouvernement populaire appliquant ce programme de transition. Une telle idée n'est évidemment concevable que dans un climat de réveil et d'union de la gauche et de forte poussée populaire. C'est ce qu'on pourrait appeler une situation révolutionnaire. Mais le rôle du P.S.U., notre camarade de la Loire l'a bien montré, ne peut pas être d'attendre en se croisant les bras que cette situation mûrisse. Le rôle de notre Parti, Pierre l'a dit, est de partir dès maintenant des revendications concrètes qui touchent les travailleurs, de déterminer les objectifs prioritaires capables d'entraîner les masses populaires.

A ce propos j'estime, quant à moi, que les débats de notre prochain Congrès doivent porter essentiellement sur des objectifs prioritaires (lutte économique et sociale, lutte pour la construction d'une Europe socialiste, lutte pour le désarmement et contre la force de frappe, pour un statut de l'information, etc.). C'est au fond une démarche assez semblable à celle que représente le texte de Robert Verrier quand il propose de limiter les débats du Congrès à la discussion de quelques grandes campagnes d'action. Je pense que c'est là une bonne méthode et qu'une large discussion doit s'instaurer dans le Parti sur ces points.

KALMA. — La question principale du Congrès sera la stratégie de Front socialiste. Sans une conception claire du programme de transition, le P.S.U. est hors d'état d'animer l'idée du F.S. et de lui fixer des tâches prioritaires. Comme le démontre le texte 4, la revendication d'une démocratie reste sans réponse si le programme ne s'attaque pas aux deux piliers principaux de l'appareil d'Etat que sont la police et l'armée ; de même les revendications de salaires, la durée du travail, la Sécurité sociale, autant de questions qui opposent les travailleurs à l'ensemble des possédants et surtout à l'Etat bourgeois dont l'in-

tervention se fait toujours plus universelle. Le programme de transition part de la revendication immédiate concrète pour mobiliser les travailleurs contre les résistances bourgeoises. Dans l'action, de larges masses expérimentent le dispositif de l'adversaire. La nécessité de détruire l'appareil d'Etat cesse d'être une proclamation abstraite pour devenir une réalité palpable pour des millions d'hommes et de femmes. Des organismes de démocratie directe, des comités de masse, qui opposent le pouvoir de fait des travailleurs au pouvoir de droit des capitalistes, apparaissent et se multiplient. Il faut les encourager, les coordonner, les fédérer, leur faire prendre conscience qu'ils ne sont pas des comités irresponsables et sans lendemain, mais un contre-pouvoir et l'embryon du pouvoir nouveau. Au total le programme de transition est le pont qui relie la lutte quotidienne à la perspective socialiste. A chaque étape, il trace l'étape supérieure dans la voie du pouvoir socialiste. Il est arme dynamique de mobilisation. Il donne la cohésion, condition de la victoire des forces socialistes dans les réalités complexes du monde moderne.

ECHOS DES ENTREPRISES

Quand ferons-nous la loi ?

Il y a quelques jours, 700.000 cheminots américains devaient se mettre en grève. Le Sénat vota alors à toute vitesse une loi rendant l'arbitrage obligatoire : la grève devenait illégale.

Elle n'a pas eu lieu et 10 p. 100 des employés ont été licenciés pour cause de modernisation.

Une fois de plus, est apparu clairement que les institutions politiques de la « démocratie » étaient au service des patrons, que c'étaient eux qui décaidaient de ce qui était légal ou illégal.

Les travailleurs de France le savent bien. Il y a quelques mois, après la réquisition, la grève des mineurs était « illégale ». Aujourd'hui, la loi antigèves protège l'Etat-patron. Qui a voté cette loi ?

Les fidèles serviteurs du capital monopoliste qui s'identifient tout à fait à l'Etat gaulliste.

C'est net.

Si les salariés ne veulent pas tomber sous le coup de la « loi » en défendant leurs conditions de vie, il n'y a qu'une solution :

Tous unis pour faire un jour la loi dans l'intérêt des travailleurs !

A la S.N.C.F.

Lorsqu'il s'agit de défendre la hiérarchie des salaires, la direction sait la justifier par « les responsabilités qui reposent sur les épaules des gens compétents ».

Seulement, quand ces responsables se trouvent devant un accroissement de trafic imprévu, au lieu de prévoir des effectifs de renfort, tout ce que ces organisateurs trouvent comme solution, c'est de nous flanquer le boulot supplémentaire sur les bras.

En somme, au moment de toucher les salaires élevés, la direction fait miroiter les compétences ; mais pour résoudre ses difficultés elle fait appel au sens des responsabilités du lampiste.

Pas besoin de sortir de Polytechnique pour avoir trouvé ça !

Echos du temps passé

C'était aussi en août...

En août 1927, la justice américaine faisait exécuter deux anarchistes italiens émigrés aux U.S.A., Sacco et Vanzetti. Toute l'Europe ouvrière se bagarra dans la rue pour essayer d'arracher les condamnés à la mort. En France, il y eut des manifestations dans toutes les grandes villes.

En août 1963, le sinistre Franco a fait exécuter par l'ignoble supplice du garrot deux jeunes anarchistes, Delgado et Granados, coupables eux aussi... sans preuves.

Cela n'a pas fait trop de bruit.

Il ne faudrait pas oublier qu'aujourd'hui comme hier, face aux tyrans et aux exploités, le chemin d'un avenir meilleur passe par la solidarité internationale de classe.

(Extraits de « L'Étincelle » des entreprises de Dijon.)

La santé du soldat : des marrons dans les casernes

On n'a pas oublié l'affaire de Toulouse où de jeunes recrues devaient subir des marches épuisantes et, s'ils « flanchaient », de véritables sévices. Le sadisme de certains gradés et l'incroyable tolérance des autorités supérieures avaient alors été mis en lumière par la presse.

Maintenant c'est un lieutenant du 6^e dragons à Besançon qui est aux arrêts. Sa victime, le sol-

dat Javaux, est à l'hôpital.

Il a fallu cela pour qu'on apprenne, de témoins oculaires, que des militaires manœuvraient au pas de course, lestés d'un sac de pierres.

Combien d'incidents aussi regrettables passent inaperçus parce que les familles ne sont pas informées ou n'osent pas se plaindre et saisir la presse ? Nos jeunes paient aujourd'hui l'ins-

titutionnalisme de la torture au long des guerres d'Indochine et d'Algérie. Quand on n'a plus de « bougnoules » à martyriser, on cherche d'autres victimes. Après le patriote algérien, le jeune soldat, après le jeune soldat, le civil trop imbu de ses droits de citoyen. Il y a là une logique. Elle est implacable. Mais elle peut aussi jouer dans l'autre sens. Qui donc nous protégera de notre ar-

mée sinon nous-mêmes, les civils, les familles ? Un militaire n'est jamais qu'un civil à qui on a colle un uniforme. Il est temps de ramener à la loi commune ceux dont la fonction, après tout, est de nous protéger et non de nous démolir nos gosses. Il y a beaucoup de bonnes idées à reprendre dans « L'Armée nouvelle » de Jaurès...

A. R.

L'AVENIR DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Il existe au moins un domaine où les « réformes de structures » dépassent les prévisions les plus optimistes et où les « centres de décision » se multiplient à un rythme allégre : celui de la jeunesse et des sports. Il ne se passe, en effet, pas de mois que ne soit évoqué quelque nouveau projet concernant aussi bien les loisirs, l'éducation populaire que l'organisation des activités de plein air, les échanges internationaux, l'accueil. Les recenser ici constitue une gageure. Il nous faudrait deux ou trois fois la place qui nous est allouée. Retenons surtout l'essentiel.

Le « FONJEP »

Ce titre alambiqué signifie simplement « Fonds de coopération des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire ». Le projet qui portait ce titre fut, à plusieurs occasions, évoqué ici. Il a pris corps juste avant les vacances, en juillet, et ses statuts ont été rédigés selon la formule habituelle. Représentants de l'Administration, représentants des quelques institutions pour la jeunesse toujours partie prenante. Cette fois : les maisons de jeunes, Peuple et Culture, les foyers Léo-Lagrange et, nouveauté, l'U.F.C.V., organisme confessionnel de vacances et de cadres. Dans le conseil d'administration prévu initialement, on trouve les noms de MM. Brichet, Lebel, Trichaud, Cayron, Mauroy, Raillon.

A la lecture, le texte concernant les buts de cette association, loi de 1901, confirme ce que nous avions écrit. Il s'agit de prendre en charge le paiement des éducateurs permanents d'éducation populaire en instituant un organisme centralisé.

La démarche des « concepteurs » du projet est de trouver de nouvelles sources de financement — collectivités publiques, ministères divers, etc. — pour suppléer aux insuffisances des prévisions du plan en la matière. S'il existe des perspectives d'équipement, la question de l'animation n'est jamais envisagée. Ainsi, pense-t-on de la sorte résoudre cet épineux problème.

Des réserves

Les mouvements de jeunesse, conscients de l'importance à accorder à l'autonomie de leurs cadres, formulèrent, lors des discussions préalables, en commissions du haut comité de la jeunesse, des réserves devant la création envisagée du FONJEP. Ils remarquaient avec raison que les crédits nécessaires au paiement des éducateurs permanents devaient figurer régulièrement dans le budget général. Ils ne furent naturellement pas entendus, et l'on peut penser qu'ils ne le seront plus aujourd'hui. On relèvera, à ce propos, l'opposition exprimée par la Ligue de l'Enseignement dans son congrès de juillet. Pèsera-t-elle ? Voire. Ou peut-être oui.

Un communiqué publié le 4 juillet par le GEROJEP déclarait rappeler les principes qui « fondent l'action... du GEROJEP : indépendance des as-

sociations vis-à-vis des pouvoirs publics excluant tout monopole de l'Etat ; gestion démocratique des associations et des installations culturelles ; liberté de collaboration des associations sans que puisse leur être imposée une discrimination d'ordre religieux, politique et racial ; formation des cadres au sein des associations. Et les 54 organisations protestèrent contre « ... les arrêtés du 27 mars et ceux du 4 avril 1963 sur l'organisation des groupements spor-

aditifs ». Or, parmi les signataires figuraient normalement les maisons de jeunes, les foyers Léo-Lagrange, Peuple et Culture. Il n'est donc pas impossible d'imaginer un nouveau communiqué protestant cette fois contre le principe du FONJEP signé bien sûr par ses membres et ainsi de suite.



(Photo Tribune.)

« S'il existe des perspectives d'équipement, la question de l'animation n'est jamais envisagée. »

Contradiction ?

Ce genre de contradiction semble plus fréquent qu'on ne l'imagine. Dans « Les Cahiers du Communisme », consacré à « la jeunesse française et le gaullisme » (juin 1963, numéro 6, page 52), Elle Ferrier, rédacteur en chef de l'« Action Laïque » (revue de la Ligue de l'Enseignement), écrivait : « Nous devons nous opposer à la mise en place des organismes dits de co-gestion qui, prétendant associer les mouvements à des réalisations du haut-commissariat, tels que déplacements à but éducatif ou chantiers de travail, représentent en fait l'alignement de ces mouvements sur une politique réactionnaire et démobilitatrice à l'égard des jeunes. » Nous partageons cette opinion. Elle a été exprimée à plusieurs reprises dans les colonnes de « Tribune Socialiste ». Toutefois, dans le

même numéro des « Cahiers du Communisme », page 26, Roland Leroy a écrit : « Sur les problèmes essentiels, les revendications et les positions des quatre organisations de la J.C., d'une part, celle de la jeunesse socialiste et des foyers Léo-Lagrange, d'autre part, sont identiques. Elles rejoignent le plus souvent celles des organisations catholiques et des organisations de la Ligue de l'Enseignement ». Ce n'est un secret pour personne : les foyers Léo-Lagrange sont la cheville ouvrière

Les « Volontaires du progrès »

On sait qu'aux Etats-Unis, puis dans d'autres pays, sur leur exemple, a été créé un corps de jeunes militants, les « volontaires du progrès ». Pour l'Administration de Kennedy, il s'agissait par là d'envoyer dans les « pays sous-développés » des cadres techniques acquis idéologiquement au pouvoir. En France, M. Michelet a tenté, sur le même modèle, de créer de semblables « Volontaires du progrès ». Les groupements de jeunesse consultés refusèrent. A l'exception d'une organisation. Devinez laquelle ?

Tout cela, après tout, ne serait pas très grave si l'on n'y voyait rapidement la jonction politique. Les Auberges de Jeunesse, dès leur création, je parle du mouvement laïque, lièrent leur sort à celui du mouvement ouvrier. Depuis quelques années, en relation avec le recul du mouvement ouvrier français, les A. J. se transmettent, tendant en se neutralisant, à s'institutionnaliser. Non contente

d'avoir, lors de son dernier congrès, absorbé une partie de la minorité constituée, la direction de la F.U.A.J. vient d'exclure pour « fractionnisme politique » une quinzaine de militants. L'affiliation de l'association départementale « Seine » des auberges est remise en question, un mois avant son congrès.

Sans doute est-il vrai qu'il existait au sein des auberges une « fraction » politique. Cela n'est pas la première fois depuis la Libération. Par contre, ce qui apparaît nouveau, ce sont ces exclusions. Comme si la direction actuelle éliminait ceux qui risqueraient, sur sa gauche, de gêner d'une façon ou d'une autre le dernier « grand saut » (1).

Un Institut, un Bureau

Un autre projet, le projet d'Institut d'Education populaire va bientôt voir le jour. M. Brichet tient à une ouverture rapide sous quelque forme que ce soit. En attendant, le 23 septembre, il présidait une conférence de presse au comité de tourisme de Paris, où était évoquée d'activité, cet été, d'un Bureau d'Information de la Jeunesse (B.I.J.), ouvert le 5 juillet et destiné « à faciliter l'accueil des jeunes voyageurs en France, individuellement ou en groupes, en leur fournissant les renseignements utiles concernant l'hébergement, etc. ».

Organisé par le service académique de la Jeunesse et des Sports en accord avec le Conseil français des Mouvements de Jeunesse (regroupant notamment les organisations scoutistes), le Comité de Coordination des Associations d'Echanges Internationaux, un Comité de Relations Internationales des Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire, le B.I.J. a accueilli 2.060 jeunes, français ou étrangers. Chiffre dérisoire si l'on songe aux 50.000 Allemands que l'Office inventé avant les vacances à cet effet doit dès 1964 recevoir. Mais M. Brichet devait expliquer qu'il s'agissait d'un premier pas, qu'il entrevoyait un rôle autrement plus vaste au B.I.J., celui d'un organe d'information national permanent pour la jeunesse.

Quel avenir ?

Ne soyons ni annonceur d'apocalypse, ni trop optimiste. Les propositions du type de celles évoquées ici se multiplieront dans les trois mois à venir. Elles ne signifient pas la disparition des organisations de jeunesse en tant que telles, tant qu'ailleurs syndicats, organisations politiques s'exprimeront encore d'une manière autonome. L'absorption d'une partie de la jeunesse à travers elles n'en joue pas moins, ainsi que l'écrit Elle Ferrier, un rôle démobilitateur important.

Emile Copfermann.

(1) Il va sans dire que si le bureau de la F.U.A.J. le souhaitait, nous publierions son explication de l'événement.

L'exemple de Rennes: la tactique la plus efficace pour lutter contre le régime

UNE expérience fort intéressante vient d'être faite, grâce à l'initiative de la Fédération du P.S.U., en Ille-et-Vilaine, à l'occasion d'une élection cantonale complémentaire. C'est un test excellent sur les méthodes de lutte contre le gaullisme et sur le choix des alliés pour cette lutte.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement du conseiller général du canton de Rennes-Ouest, un M.R.P., récemment décédé.

Au premier tour, le 29 septembre, les résultats avaient été les suivants : Brand, soutenu par le M.R.P. et les indépendants : 2.449 voix ;

Le Douarec, député U.N.R. : 2.067 v. ;
Eouzan (P.C.) : 579 voix ;
Foulon (P.S.U.) : 280 voix ;
Collinot (S.F.I.O.) : 257 voix.

Marquons d'abord la progression du P.S.U., qui passe de 7,3 p. 100 des suffrages en 1961 à 9 p. 100, cependant que la S.F.I.O. passe de 10,2 p. 100 à 4,5 p. 100. Mais voici plus important :

S'il y a eu trois candidats de gauche, c'est que le P.C. et la S.F.I.O. avaient refusé la proposition de candidature unique pour le premier tour, proposition d'autant plus justifiée qu'il s'agit d'un canton à prédominance réactionnaire.

Ce n'est pas tout : le P.C. croit enfin que la candidature unique ira de soi au deuxième tour. Il renouvelle sa proposition. Quelle fut la réponse ? P.C. et S.F.I.O. offrent leur désistement à Brand, candidat des M.R.P. et des indépendants. Ils sont bien mal récompensés : Brand leur répond que cette générosité est pour lui plus dommageable qu'avantageuse. P.C. et S.F.I.O. retirent alors purement et simplement leurs candidats.

Le P.S.U. refuse alors de ne laisser

en présence, au second tour, que l'U.N.R. et la droite classique. Comment, en effet, mobiliser les énergies de gauche si, dans beaucoup de cas, la lutte contre l'U.N.R. et le gaullisme doit avoir cet aspect purement négatif et aboutir finalement à un choix entre « l'inconditionnel » et un droitier mode Pinay ou un M.R.P. Aussi nos camarades décidèrent-ils de maintenir la candidature de Foulon. Et ils firent bien, comme le prouvent les résultats du second tour, le 6 octobre :

Brand : 3.538 voix, élu ;
Le Douarec : 2.208 voix ;
Foulon : 1.378 voix.

Notre camarade Foulon a obtenu un chiffre supérieur au total des voix des trois candidats de gauche au premier tour (1.378 — 1.116 = 262). La participation a été, en effet, nettement plus élevée que le dimanche précédent.

Conclusions : 1° quand la lutte politique, fût-ce pour une modeste élection cantonale partielle, devient plus simple et plus claire, la participation électorale augmente ;

2° la candidature unique de la gauche, même sans espoir de succès, rallie des hésitants découragés ;

3° les électeurs de la gauche comprennent parfaitement notre tactique qui consiste à lutter contre le gaullisme sans abandonner les positions de la gauche et sans se laisser enfermer dans le choix droite classique et U.N.R. La grande majorité, sinon la quasi-unanimité des électeurs S.F.I.O. et P.C., n'ont pas suivi les tactiques trop subtiles de leurs partis et ont donné leurs voix à Foulon, candidat du P.S.U.

Nos camarades d'Ille-et-Vilaine viennent de faire une excellente démonstration.

COMITÉ D'ACTION POUR LA BRETAGNE

A la suite du voyage en Bretagne de M. Delouvrier (délégué au District parisien), venu à Rennes exposer les problèmes des rapports entre l'expansion (galopante) de la région parisienne et l'aménagement (projeté) des régions défavorisées, M. Olivier Guichard (délégué à l'Aménagement du Territoire) a présidé deux « séances de travail », le 27 septembre, à Quimper et à Brest. Des promesses ont été faites, d'un effort « accru » du gouvernement, notamment sur le plan de la formation professionnelle, de l'enseignement technique, de la création d'emplois nouveaux... Que valent ces promesses ? Ce que valent les promesses non tenues, en matière de zones spéciales d'action rurale, par exemple. C'est ce qu'a déclaré notre camarade Tanguy-Prigent, député du Finistère, déplorant par ailleurs l'absence de doctrine et de plan cohérent en la matière, mettant en relief les contradictions de la politique gouvernementale, que soulignent les voyages de MM. Delouvrier et Gui-

chard et que ne peut masquer la prolifération d'organismes administratifs ou para-administratifs. Nous n'avons rien à attendre des promesses gouvernementales, nous avons tout à attendre de notre action. C'est au fond la conclusion à laquelle ont abouti les organisations régionales de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N. et du P.S.U., de la S.F.I.O., du P.C. créant un Comité d'action pour la Bretagne, dont la première réunion se tiendra samedi prochain à Pontivy.

MORLAIX :

la presse départementale

Le Conseil fédéral, réuni à Châteaulin le 22 septembre, avait étudié les conditions de réparation de la feuille départementale *Le Socialiste*. Le Conseil fédéral, misant sur l'effort consenti par les sections présentes (recherche de nouveaux abonnés, de publicité, amélioration de la qualité et de la diversité des articles...), avait souhaité que cette réparation se fasse dès le début d'octobre. Malheureusement, les difficultés financières, l'impossibilité de continuer l'impression à Morlaix nous ont obligés à suspendre nos projets. Des discussions sont en cours avec l'administration de *Tribune Socialiste* et nous recherchons en commun la possibilité de publier à nouveau notre hebdomadaire départemental. Nous demandons à tous nos amis et abonnés de nous faire confiance et d'être assurés que nous ferons tout notre possible pour continuer, dans les meilleures conditions, le combat entrepris.

NECROLOGIE

La Fédération de Seine-et-Marne du P.S.U. est en deuil.

Notre camarade Gaston Marie, professeur honoraire au lycée de Coulommiers, un des tout premiers P.S.A., qui fut parmi les fondateurs du P.S.U. en Seine-et-Marne, militant actif jusqu'à l'extrême limite de sa vie, vient de nous quitter.

Une longue et cruelle maladie, qui n'a jamais réussi à réduire l'esprit fin et alerte, malicieux souvent de notre camarade, le laissa sans forces suffisantes pour résister aux suites d'une délicate intervention chirurgicale.

Ses obsèques civiles ont eu lieu le 24 septembre au cimetière de Fontenay-sous-Bois. Arbellier, son compagnon de luttes politiques et sociales depuis longtemps, lui a dit notre dernier adieu.

Socialiste convaincu, militant de longue date, clair dans ses idées, solide dans ses convictions, vigoureux dans l'action, humain et amical toujours, il fut à la Fédération parmi les plus discrets mais aussi parmi les plus efficaces et l'un des meilleurs de nous..



PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 9 au 15 octobre

S 1/2
de **FELLINI**
En version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 9 au 15 octobre

Amélie ou
le temps d'aimer

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi Paris (XV*) 8, rue Henner Paris (IX*)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :
Geneviève Mesgulehe
6, Avenue du Maine
Paris-14*. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
66-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

« TRIBUNE
SOCIALISTE »
VOUS OFFRE

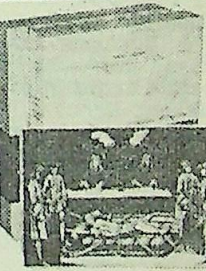


moins chers que d'occasion
quelques exemplaires neufs
de magnifiques ouvrages presque épuisés
avec faculté de retour

PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.
Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.
Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gasca (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.
19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du "siècle d'or" de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.
29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants.....

pour un montant total de.....fr. somme que veuillez trouver incluse en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

Service littéraire « Tribune socialiste »

Livres LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND

par Alan Sillitoe

ILAN SILLITOE qui fit une entrée remarquée dans la littérature il y a deux ans avec « Samedi soir, dimanche matin » nous dévoile cette fois toute l'étendue de son talent avec des nouvelles, dont l'une « la solitude du coureur de fond » (1), qui donne au livre son titre, est un véritable chef-d'œuvre.

Smith, a cambriolé une boulangerie. Il est pris. Envoyé dans un Borstal, prison modèle, où l'on applique les méthodes modernes de rééducation, il a la permission, puisqu'il est bon coureur de fond, de s'entraîner tous les jours.

Smith parcourt des km tous les matins. Et dans sa tête de prisonnier, les idées courent au même train que ses longues jambes musclées. Il raconte dans un argot éblouissant, sa vie de jeune prolo, la mort de son père, la conduite de sa mère, et comment il en est arrivé là. Le directeur du Borstal l'encourage, le flatte, espérant que Smith remportera la coupe inter-Borstal.

« Et maintenant le directeur m'adresse la parole quand il fait ses tournées, presque comme si c'était à son canasson de course qu'il parlait. »

Arrive le jour de la course, Smith s'envole vers la victoire. Après avoir mené tout au long du parcours, à quelques mètres de l'arrivée, face au public, au loids, au directeur, Smith fait du sur place et se laisse distancer. Sa défaite sur le plan sportif, sera sa victoire, victoire du petit prolo sur le puissant directeur.

Jamais on avait décrit avec tant de force la révolte qui germe dans la tête des opprimés. La rage de Smith n'est-elle pas celle de toute une classe face aux puissants de ce monde.

Dans un langage argotique, qui donne plus de poids au récit, Alan Sillitoe crie sa colère et son refus d'accepter l'ordre établi.

(1) Edition du Seuil, 8,50 F.

Marcel Aizertin



● Double exemplaire, de G. Morris-Dumoulin. — Une histoire de ju-meaux. L'un des deux est assassiné et l'autre, avec une extraordinaire patience, réussit à affoler son entourage en faisant naître un doute : lequel a été assassiné ? Editions Fleuve Noir : 2,40 F.

● Nos assassins, de Claude Rank. — Un commandant O.A.S., réfugié en Espagne, réussit à trouver du travail dans une base américaine. Grâce à lui, on découvrira des rampes de lancement de fusées ennemies sous-marines installées en Méditerranée. Editions Fleuve Noir : 2,40 F.

● Les Nuits de Rochemaure, de Michel Talbert. — De l'angoisse partout : un professeur qui fait de mystérieuses expériences, une jeune femme qui sent la folie l'envahir, un vieux château, des cadavres... Editions Fleuve Noir : 2,40 F.

JAZZ à la carte

LA saison de jazz s'est ouverte sur le concert unique du Count à Pleyel. Ah ! mes amis, quelle musique ! Le Count traversant depuis trente ans les tempêtes du jazz, qu'elles se nomment hot, cool, swing ou be-bop, le Count disais-je, solide à la barre de sa nef, la mène avec la même maîtrise et la même jeunesse dans le sillage du vrai jazz. Souvent secoué par quelques bourrasques, il ressortit des éléments encore plus grand qu'auparavant.

Il est 20 h. 10 ; depuis quelques minutes les sons des instruments qu'on accorde, la salle pleine qui s'impatiente, puis le silence, quelques mesures classiques d'introduction du Count et le rideau se lève tandis que l'orchestre attaque « Splanky », que la salle reçoit comme un uppercut décoché dès l'entrée du premier round d'un combat et qui la laissera groggy jusqu'à la fin de la soirée. Basie a déjà gagné. Cette phénoménale tension qui se dégage de ces dix-sept musiciens est unique dans l'histoire du jazz. Ba-

“LE PARIA”

de Graham GREENE

UN libre penseur athée meurt. Il a refusé jusqu'au dernier instant de recevoir son fils. Pourquoi ? Le paria, traumatisé par il ne sait trop quel événement antérieur, bute sur une explication possible. Trois actes seront nécessaires pour une motivation développée à la manière d'une enquête psychanalytico-judiciaire. Traumaté à quinze ans par le dédain affiché par le père devant les croyances religieuses du fils, ce dernier se pend et sera miraculé par l'oncle-prêtre, cela va de soi. A la manière d'un psychodrame, la re-

découverte du processus ayant amené le trouble efface ses effets néfastes. Au baisser de rideau le paria ne l'est plus. Cette histoire édifiante peut l'être — peut-être, ce qui n'est pas certain — édifiante aux croyants. Pour les autres la naïveté des procédés saute aux yeux. Et l'on voit alors les incertitudes du personnage de mère abusive campée par Gaby Morlay, le jeu totalement inefficace de Daniel Gélin (1). Mise en scène, décors sont au moins exemplaires en ce qu'ils veulent paraître : du théâtre ra-di-ca-le-ment bourgeois.

« Les passions contraires »

Georges Soria part d'un tout autre propos pour atteindre finalement à un résultat comparable à celui de Greene. Théâtre psychologique événementiel et personnages à caractères fixés une fois pour toutes, dans la tradition manichéenne. Ici le prétexte est la guerre d'Espagne. Ce pourrait être n'importe quoi puisque l'essentiel réside dans la rupture d'un amour (2).

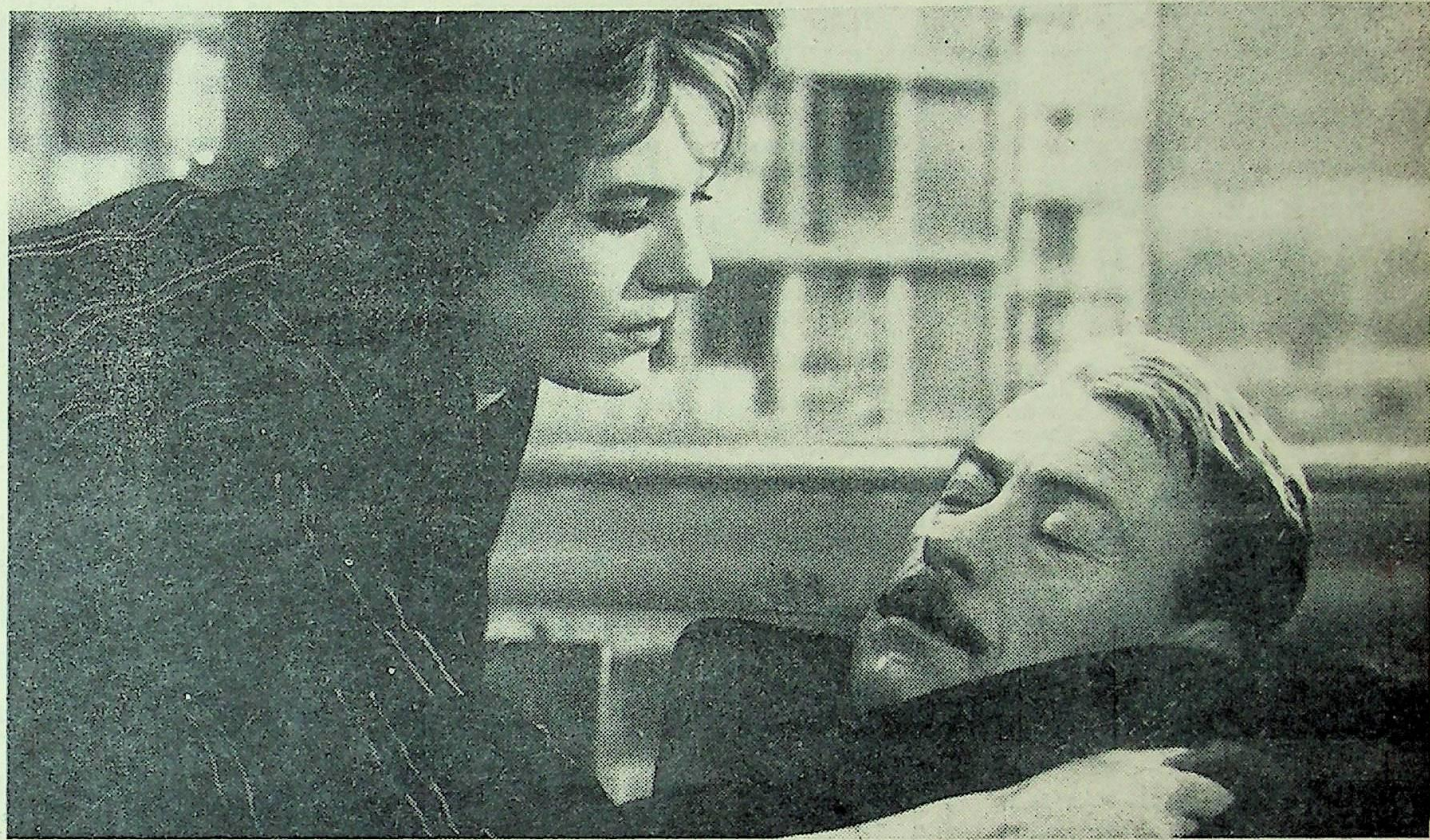
Ici aussi les bons sentiments ne suffisent pas.

E. C.

(1) Théâtre Saint-Georges.
(2) Théâtre Saint-Georges.

Cinéma

MURIEL OU LE TEMPS D'UN RETOUR



A PRES les méandres romantiques de L'Année dernière à Marienbad, Alain Resnais, l'un des meilleurs réalisateurs de notre époque, revient à un sujet situé dans l'actualité, sans pour cela se départir de son goût prononcé pour le raffinement littéraire. L'histoire, signée Jean Cayrol, pourrait se résumer ainsi : à Boulogne-sur-Mer, Hélène, antiquaire, retrouve un homme qu'elle aime avant la guerre. Le beau-fils d'Hélène, Bernard, retour d'Algérie, est hanté par le souvenir de Muriel, résistante algérienne, qu'il a torturée. Les rapports entre Hélène et Alphonse, son ancien amant, se déroulent sur le plan du malentendu, du faux souvenir ; pendant ce temps, Bernard se trouve aux prises avec ses souvenirs, de manière très terre-à-terre ; il tire sur un de ses ex-compagnons d'armes, il est plastiqué. Le récit est morcelé, travaillé pour dérouter, dirait-on, le spectateur, à qui il est demandé un effort ; ce n'est

sans doute qu'à la seconde vision du film qu'on peut en situer les personnages à une place approximativement exacte, savoir, par exemple, si Alphonse est ou non un imposteur. Chaque scène commence et se termine de manière abrupte, nous faisant entrer subitement au milieu d'une conversation, nous intriguant par des références à des personnes que nous ne connaissons pas... Il en résulte un récit qui, s'il se borne à raconter une histoire de notre temps, en prend pourtant l'allure objectivement mystérieuse d'un roman policier.

Après ses courts métrages qui sont dans toutes les mémoires (pour Nuit et Brouillard, rappelons que le commentaire était de Jean Cayrol), le troisième film de long métrage d'Alain Resnais indique une démarche sinieuse et tâtonnante. D'Hiroshima, mon amour à Muriel, en passant par Marienbad, Resnais continue sa collaboration avec des écrivains divers, marquant chaque film de sa personnalité propre (c'est toujours « du Resnais ») mais sans, encore, que soit bien claire la ligne directrice de l'ensemble de son œuvre. A celle-ci, telle que nous la connaissons après Muriel, il faut accorder une très grande importance : je crois pourtant que le

plus important est encore à venir, et que, jusqu'ici, nous ne nous sommes trouvés qu'en face de tâtonnements, d'essais, de recherches. Reste, bien sûr, que ces essais-là sont, de toute façon, plus intéressants, plus enrichissants, que les dernières aventures de M. Maigret.

M. Ranchal.

CODINE

Henri Colpi, qui avait réalisé, avec Une aussi longue absence, un film intéressant mais qui tombait trop souvent dans l'afféterie intellectuelle, a mieux réussi Codine, coproduction franco-roumaine, d'après le roman de Panait Istrati. Codine est un géant brutal, et le film est l'histoire de son amitié avec un petit garçon poli et bien élevé. Colpi pouvait faire basculer le film dans les attendrissements faciles, et il a évité cet écueil : le film est frais sans être mièvre, et parfois violent sans être mélodramatique. Certaines images font songer à Flaherty. Codine n'est pas un grand film, mais c'est une histoire attachante.

M. R.

COUNT BASIE A PLEYEL

sie joue avec les sections de trompettes, saxos et trombones comme un magicien, ne laissant par instants que la seule rythmique donner la pulsation à tout l'orchestre, puis faisant éclater les riffs et les paraphrases des thèmes par les trois sections. Ça vous coupe le souffle. Le programme fut classique dans son ensemble, peu de morceaux nouveaux. Parmi les titres les plus connus, citons : « April in Paris », « Lil Darling », « Blee Blop Blues », « Jumping at the Woodside », « Corner Pocket » et « One O'clock Jump ». En seconde partie nous avons eu le plaisir d'entendre un des plus grands chanteurs de blues qui a rejoint Count Basie après s'en être séparé pendant plusieurs années : Jimmy Rushing. Lui aussi nous chanta des classiques tels que « I want a little girl », « I'm coming Virginia » et « Sent for you yesterday », et un vrai blues accompagné par la seule rythmique et un cuivre en contrechant.

La formation du Count a un peu changé. Nous

regrettons malgré tout l'absence de Joe Newman à la trompette, mais Basie ne s'est jamais attaché à avoir des solistes de premier plan, mais plutôt une matière malléable convenant à la merveilleuse horlogerie qu'a toujours été sa formation. Sonny Payne à la batterie est un modèle de batteur pour grand orchestre, et la sûreté, la précision et le punch de son jeu pour ponctuer l'orchestration et faire partir les solistes vous laissent pantois.

Les jazzmen étaient fort nombreux dans l'assistance, ainsi que des « idoles ». Nous avons reconnu Paul Anka, Sacha Distel, Claude François, entre autres. Un signe de l'universalité de la musique de Basie, les traditionnels et modernes, ainsi que chanteurs de rock et twist, réunis après le spectacle, ne trouvaient pas de qualificatifs pour montrer leur admiration. Les seules phrases échangées étaient : « T'as entendu ce que ça swingue ! »

J.-P. Bowman